

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

| ABONNEMENTS ET ANNONCES | TARIF DES ABONNEMENTS | | | | ANNONCES ET AVIS DIVERS | | |
|---|--|-------|----------------|-------|-----------------------------|---------------------------------------|--|
| Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie nationale à Rufisque | VOIE NORMALE | | VOIE AERIEENNE | | La ligne 1.000 francs | | |
| | Six mois | Un an | Six mois | Un an | | | |
| Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance | Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f | | 31.000f. | - | - | Chaque annonce répétée... Moitié prix | |
| | Etranger : France, Zaïre R.C.A. Gabon, Maroc. | | | | | | |
| Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs | Algérie, Tunisie. | | - | - | 20.000f. | 40.000f | (Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces). |
| | Etranger : Autres Pays | | | | 23.000f | 46.000f | |
| | Prix du numéro Année courante 600 f | | Année ant. | | 700f. | | |
| | Par la poste : Majoration de 130 f | | par numéro | | | | |
| | Journal légalisé 900 f | | - | | Par la poste | - | Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520 790 630/81 |

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

DECRET ET ARRETES

MINISTERE DE LA GOUVERNANCE LOCALE, DU DEVELOPPEMENT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- 2015
- 16 juin Arrêté ministériel n° 12431 portant création du centre secondaire d'état civil du Centre de santé de Grand Thiès dans la Commune de Thiès - Ouest 1122
- 16 juin Arrêté ministériel n° 12432 portant création du centre secondaire d'état civil du quartier dixième dans la Commune de Thiès - Ouest 1122
- 16 juin Arrêté ministériel n° 12466 portant création, organisation et fonctionnement de l'unité genre du Ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire 1122

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES

- 2015
- 09 juin Arrêté ministériel n° 11799 portant retrait du permis attribué par arrêté n° 000847/MMIPME/DMG/as du 1^{er} février 2012 portant attribution du permis de recherche pour or et substances connexes sur le périmètre dénommé « Namilo », région de Tambacounda à la société Panafricain Minerals Resources LTD et transféré à Sahel Investment & Consulting (CDT) par arrêté n°004886/MEM/DMG/ad du 11 juillet 2012 1123

MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS TERRESTRES ET DU DESENCLAVEMENT

- 2015
- 12 juin Arrêté ministériel n° 12.347 portant création, organisation et fonctionnement de la Cellule Genre du Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement 1124
- 15 juin Arrêté ministériel n° 12.357 portant dérogation aux caractéristiques techniques de véhicules affectés au transport privé de personnes 1125

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

- 2015
- 18 juin Arrêté ministériel n° 12768 portant certificat de conformité aux dispositions du Code de l'Environnement relatives aux études d'impacts sur l'environnement du Projet National Large Bande au Sénégal 1125

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

- 2015
- 02 juin Arrêté ministériel n° 13126 portant création du Programme Sénégalais de l'Entrepreneuriat des Jeunes (PSE-J) dans le cadre de la réforme phare « alignement des formations de l'enseignement supérieur avec les besoins de l'économie » 1125

MINISTERE DU TOURISME ET DES TRANSPORTS AERIENS

- 2015
- 12 juin Arrêté ministériel n° 12343 portant retrait de la licence d'agence de voyages, de tourisme et de transports touristiques à l'agence « SARL JOLIBOIS MALICK QUADS » sise à Saly Portudal BP. 159 Saly 1127

**MINISTERE DU TRAVAIL, DU DIALOGUE SOCIAL,
DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES
ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS**

2015
25 juin Arrêté ministériel n° 13017 portant création
d'un Comité de Pilotage et d'un Comité
scientifique pour la réforme du cadre
juridique de la sécurité sociale 1127

**MINISTERE DE L'ENERGIE
ET DU DEVELOPPEMENT
DES ENERGIES RENOUVELABLES**

2015
22 juin Décret n° 2015-829 portant premier renouvel-
lement de la période de recherche du
Contrat de Recherche et de Partage de
Production d'Hydrocarbures conclu entre
l'Etat du Sénégal et les sociétés KOSMOS
ENERGY SENEGAL, TIMIS CORPORA-
TION et PETROSEN pour le bloc de Saint-
Louis Offshore Profond 1129

03 juillet Arrêté ministériel n° 13382 fixant les prix
plafonds des hydrocarbures à la consom-
mation pour compter du 4 juillet 2015.... 1130

**MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
DE LA RATIONALISATION DES EFFECTIFS
ET DU RENOUVEAU DU SERVICE PUBLIC**

2015
19 juin Arrêté ministériel n° 12852 portant création et
fonctionnement du Comité de pilotage du
projet « audit des compétences des agents
de l'Etat » 1137

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 1138

PARTIE OFFICIELLE

DECRET ET ARRETES

**MINISTERE DE LA GOUVERNANCE
LOCALE, DU DEVELOPPEMENT
ET DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE**

Arrêté ministériel n° 12431 en date du 16 juin 2015
portant création du centre secondaire d'état civil du
Centre de santé de Grand Thiès dans la commune
de Thiès - Ouest

Article premier. - Il est créé un centre secondaire
d'état civil, sis au centre de santé de Grand Thiès dans
la Commune de Thiès-Ouest.

Le Centre secondaire d'état civil de Grand Thiès
polarise les quartiers de Randoulène Sud, Som et
Randoulène Nord.

Art. 2. - Le Préfet du Département de Thiès, le
Procureur de la République, le Président du Tribunal
d'Instance de Thiès, le Sous-préfet de l'Arrondissement
de Thiès-Sud, le Maire de la Commune de Thiès-Ouest
et le receveur municipal de Thiès-Ouest sont chargés,
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin
sera.

Arrêté ministériel n° 12432 en date du 16 juin 2015
portant création du centre secondaire d'état civil
du quartier dixième dans la Commune de Thiès-
Ouest

Article premier. - Il est créé un centre secondaire d'état
civil, sis au quartier Dixième dans la Commune de Thiès
- Ouest.

Le Centre secondaire d'état civil du quartier Dixième
polarise les quartiers de Carrière, Dixième, HLM route
de Dakar, Escale Sud et 10^{ème} Riaom.

Art. 2. - Le Préfet du Département de Thiès, le
Procureur de la République, le Président du Tribunal
d'Instance de Thiès, le Sous-préfet de l'Arrondissement
de Thiès-Sud, le Maire de la Commune de Thiès-Ouest
et le receveur municipal de Thiès-Ouest sont chargés,
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin
sera.

Arrêté ministériel n° 12466 en date du 16 juin 2015
portant création, organisation et fonctionnement
de l'unité genre du Ministère de la Gouvernance
locale, du Développement et de l'Aménagement du
Territoire

Article premier. - Il est mis en place, au sein du
Ministère de la Gouvernance locale, du Développement
et de l'Aménagement du Territoire, une Unité genre.

Art. 2. - L'Unité genre a pour mission de veiller à
l'intégration de la dimension genre dans toutes les
activités du ministère à travers sa prise en compte dans
la politique sectorielle, les programmes, les projets de
développement et les budgets.

Art. 3. - L'Unité genre est responsable de la mise en
œuvre du plan d'institutionnalisation et de promotion du
genre à tous les échelons du ministère.

Spécifiquement, l'Unité genre a la responsabilité :

- de coordonner l'élaboration, la validation et la mise
en œuvre du plan d'institutionnalisation du genre au plan
sectoriel ;

- de coordonner l'élaboration du cadre d'actions annuel de toutes les parties prenantes du ministère en se référant au plan d'actions de mise en œuvre de la Stratégie nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre (SNEEG) et au Plan d'Institutionnalisation du Genre ;

- de contribuer à la mobilisation des ressources aussi bien humaines, matérielles que financières nécessaires à la mise en œuvre du cadre d'actions annuel ;

- de veiller à la prise en compte des besoins et intérêts différenciés des femmes et des hommes dans les documents de politique sectorielle, des cadres de planification, de programmation et de budgétisation du ministère ;

- de veiller à constituer une base de données ventilées par sexe sur la situation des groupes cibles du ministère avec l'appui du mécanisme national genre ;

- de contribuer à la préparation et à l'organisation de la revue annuelle de la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour l'équité et l'Egalité de Genre (SNEEG) ;

- de faciliter la formulation et le suivi des indicateurs de résultats tenant compte du genre dans les domaines d'intervention du ministère ;

- de mettre en œuvre, avec l'appui du mécanisme national genre, le programme de renforcement de capacités en genre à l'intention du personnel du ministère ;

- d'appuyer le ministère dans le plaidoyer pour la promotion du genre et la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du plan d'institutionnalisation du genre et du plan de renforcement des capacités institutionnelles ;

- de faciliter la mise en œuvre de la stratégie de communication genre, au sein du ministère ;

- d'établir, avant le 15 février de chaque année, le rapport genre du ministère au regard de sa Contribution à la mise en œuvre de la SNEEG.

Art. 4. - L'unité genre est composée des membres suivants :

- représentant de la Direction d'Appui au Développement local, Coordonnateur ;

- représentant de la Cellule de Planification et d'Evaluation Technique des programmes et projets, Membre ;

- représentant de la Direction des Stratégies de Développement territorial, Membre ;

- représentant de la Direction des Collectivités locales, Membre ;

- représentant de l'Agence de Développement local, Membre ;

- représentant de l'Agence nationale de l'Aménagement du Territoire, Membre ;

- représentant du Service de la Formation, Membre ;

- représentant du Service de la Communication, Membre ;

- représentant du Service de l'Administration générale et de l'Equipeement, Membre ;

- responsables de projets et programmes du ministère, Membres.

Les représentants de chaque service sont les points focaux genre au sein des structures qu'ils représentent et sont nommés par note de service du ministre sur désignation de leurs chefs de services respectifs.

Art. 5. - L'Unité genre se réunit sur convocation de son coordonnateur. Le secrétariat de l'Unité genre est assuré par la CPETP.

L'Unité genre peut inviter, à ses rencontres, toute personne ou structure dont la compétence est jugée utile à l'exercice de ses missions.

Art. 6. - Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES

Arrêté ministériel n° 11799 en date du 09 juin 2015 portant retrait du permis attribué par arrêté n°000847/MMIPME/DMG/as du 1^{er} février 2012 portant attribution du permis de recherche pour or et substances connexes sur le périmètre dénommé « Namilo », région de Tambacounda à la société Panafricain Minerals Resources LTD et transféré à Sahel Investment & Consulting (CDT) par arrêté n° 004886 MEM/DMG/ad du 11 juillet 2012

Article premier. - Il est pris acte de l'arrivée à expiration du permis attribué par arrêté n° 000847/MMIPME/DMG/as du 1^{er} février 2012 portant attribution du permis de recherche pour or et substances connexes, région de Tambacounda, sur le périmètre de « Namilo » à la société Panafricain Minerals Resources LTD et transféré à Sahel Investment & Consulting (CDT) par arrêté n°004868 du 11 juillet 2012 MEM/DMG/ad.

Art. 2. - Il est décidé que ledit permis est retiré sans préjudice de l'application des pénalités prévues par la législation en vigueur.

Art. 3. - Le Gouverneur de la Région de Tambacounda et le Directeur des Mines et de la Géologie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS TERRESTRES ET DU DESENCLAVEMENT

*Arrêté ministériel n° 12347 en date du 12 juin 2015
portant création, organisation et fonctionnement de la
Cellule Genre du Ministère des Infrastructures, des
Transports terrestres et du Désenclavement*

Article premier. - Il est mis en place au sein du Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement (MITTD) une Cellule Genre.

Art. 2. - La Cellule Genre a pour missions de veiller à l'intégration de la dimension genre dans toutes les activités du MITTD à travers sa prise en compte dans la politique sectorielle, les programmes, les Projets de développement et les budgets.

Art. 3. - La Cellule Genre est responsable de la mise en œuvre du plan d'institutionnalisation et de promotion du Genre à tous les échelons du MITTD.

Plus spécifiquement, la Cellule Genre aura la responsabilité :

- de coordonner l'élaboration, la validation et la mise en œuvre du plan d'institutionnalisation du Genre au plan sectoriel ;

- de coordonner l'élaboration du cadre d'actions annuel de toutes les parties prenantes du ministère en se référant au plan d'actions de mise en œuvre de la Stratégie nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre (SNEEG) et au plan d'institutionnalisation du Genre ;

- de contribuer à la mobilisation des ressources aussi bien humaines, matérielles que financières nécessaires à la mise en œuvre du cadre d'actions annuel ;

- de veiller à la prise en compte des besoins et intérêts différenciés des femmes et des hommes dans les documents de politique sectorielle, les cadres de planification, de programmation et de budgétisation du MITTD ;

- de veiller à constituer une base de données ventilées par sexe sur la situation des groupes-cibles du Ministère avec l'appui du Mécanisme national Genre ;

- de contribuer à la préparation et à l'organisation de la revue annuelle de la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre (SNEEG) ;

- de faciliter la formulation et le suivi des indicateurs de résultats tenant compte du genre dans les domaines d'intervention du MITTD ;

- de mettre en œuvre avec l'appui du Mécanisme national Genre (MNG), le programme de renforcement des capacités en genre à l'intention du personnel du MITTD ;

- d'appuyer le Ministère dans le plaidoyer pour la promotion du genre et la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du Plan d'Institutionnalisation du Genre (PIG) et du Plan de Renforcement des Capacités institutionnelles ;

- de faciliter la mise en œuvre de la stratégie de communication genre au sein du MITTD ;

- d'établir avant le 15 février de chaque année le rapport genre du Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement au regard de sa contribution à la mise en œuvre de la SNEEG.

Art. 4. - La Cellule Genre est composée des membres suivants :

- deux représentants de la Direction de l'Administration générale et de l'Equipement (DAGE), dont l'un est le Coordonnateur de la Cellule ;

- le représentant de la Direction des Routes ;

- le représentant de la Direction des Transports routiers ;

- le représentant de l'Ageroute ;

- le représentant du CETUD ;

- un représentant du Petit Train de Banlieue (PTB) ;

- le représentant de l'Agence nationale des Chemins de Fer (ANCF) ;

- le représentant de Dakar Dem Dikk ;

- le représentant du Fonds autonome d'entretien routier (FERA) ;

- le représentant du Centre de Formation professionnelle des Travaux publics.

Les représentants, désignés par leurs chefs de services respectifs, sont les points focaux Genre au sein des structures qu'ils représentent.

Art. 5. - La Cellule Genre se réunit sur convocation de son Coordonnateur. Le Secrétariat de la Cellule Genre est assuré par une personne choisie parmi les membres.

La Cellule Genre peut inviter à ses rencontres, toute personne ou structure dont la compétence est jugée utile à l'exercice de ses missions.

Art. 6. - Le Secrétaire général du MITTD et le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Arrêté ministériel n° 12357 en date du 15 juin 2015 portant dérogation aux caractéristiques techniques de véhicules affectés au transport privé de personnes

Article premier. - Il est accordé une dérogation aux dispositions de l'article N10 du Code de la route relativement à l'immatriculation de deux (02) véhicules COSTER dont les numéros de châssis sont les suivants :

- JTGFBS18801067240
- JTGFBS18801067092

Art. 2. - Les véhicules visés à l'article ci-dessus sont destinés exclusivement au transport privé de personnes.

Art. 3. - Les Gouverneurs de région, le Haut Commandant de la Gendarmerie, Directeur de la Justice militaire, le Directeur général de la Police nationale et le Directeur des Transports routiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Arrêté ministériel n° 12768 en date du 18 juin 2015 portant certificat de conformité aux dispositions du Code de l'Environnement relatives aux études d'impacts sur l'environnement du Projet National Large Bande au Sénégal

Article premier. - Le projet national Large Bande au Sénégal, est déclaré conforme aux dispositions prévues par la loi n° 2001-01 du 15 janvier 2001 portant Code de l'environnement en ses articles L48, L49, L50, L51 et le décret n° 2001-282 du 12 avril 2001 portant application dudit code en ses articles R38, R39, R40, R41, R42 et R43.

Art. 2. - Le promoteur est tenu de mettre en œuvre le plan cadre de gestion environnementale et sociale annexé au présent arrêté. Des rapports périodiques devront être fournis à la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés, pour rendre compte de la mise en œuvre de la gestion environnementale et sociale du projet.

Art. 3. - Les services de la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés effectueront, en rapport avec les services concernés, des visites régulières sur le site du projet afin de s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des mesures énoncées dans le plan cadre de gestion environnementale et sociale.

Art. 4. - La non-application des mesures prévues dans ce plan cadre de gestion environnementale et sociale par le promoteur entraînera des sanctions prévues par les textes en vigueur.

Art. 5. - Les frais relatifs à la surveillance et au suivi environnemental seront à la charge du promoteur, conformément au plan cadre de gestion environnementale et sociale validé.

Art. 6. - La Directrice de l'Environnement et des Etablissements Classés et le Directeur des Télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

Arrêté ministériel n° 13126 en date du 02 juillet 2015 portant création du Programme Sénégalais de l'Entrepreneuriat des Jeunes (PSE-J) dans le cadre de la réforme phare « alignement des formations de l'enseignement supérieur avec les besoins de l'économie »

Article premier. - Création du PSE-J

Dans le cadre de la réforme phare « alignement des formations de l'enseignement supérieur avec les besoins de l'économie, il est créé au sein du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche un programme intitulé programme sénégalais pour l'entrepreneuriat des jeunes, PSE-J.

Article 2. - Objectifs du PSE-J

- Objectif général

Le projet a pour objectif général de contribuer à l'atteinte des objectifs du Plan Sénégal Emergent, de réduire le chômage notamment des diplômés de l'enseignement supérieur, de participer à l'autonomie économique du pays, de promouvoir la croissance économique et sociale à travers la diversification du tissu économique par la création et le développement de PME/PMI.

- Objectifs spécifiques

Le projet a pour objectifs spécifiques de former des ressources humaines qualifiées dans les domaines prioritaires du Plan Sénégal Emergent afin de satisfaire aux besoins macro, méso et microéconomiques ; d'introduire au Sénégal un diplôme national d'entrepreneurs managers.

A cet effet, le projet contribue à :

- densifier le tissu économique en PME/PMI ;
- intensifier tout type d'activité ayant une incidence positive sur l'emploi ;
- démontrer la faisabilité et la pertinence de l'alignement de l'enseignement supérieur sur les besoins de l'économie ;
- expérimenter pour ensuite modéliser le dispositif d'intervention qui permettra d'étendre la démarche à tous les établissements d'enseignement supérieurs ;
- développer des stratégies individuelles et collectives pour aider les jeunes à concrétiser leurs projets ;
- nouer des partenariats innovants avec des acteurs publics et privés permettant aux projets d'entreprises d'émerger, de se constituer et de se pérenniser.

Article 3. - *Durée du projet et phasage*

Le projet est mis en œuvre sur une période de cinq ans.

Sa mise en œuvre s'effectue en deux phases :

- une première phase pilote de deux ans (2015-2017) au cours de laquelle le projet devra contribuer à l'implantation de 500 PME/PMI ;
- une seconde phase d'extension pour la période de 2017 à 2020 au cours de laquelle la mise en œuvre s'étendra à 1000 PME/PMI.

Article 4. - *Personnel du projet*

Le personnel du projet est composé de :

- un Coordonnateur, Chef de projet de la réforme phare « alignement des formations de l'enseignement supérieur avec les besoins de l'économie » ;
- un Conseiller-expert chargé de la mobilisation des partenaires économiques et de la coordination de la formation supérieure en entrepreneuriat ;
- un Conseiller-expert chargé des questions de formation professionnelle et technique ;
- un informaticien, responsable de la veille et de la communication ;
- un comptable gestionnaire ;
- une assistante ;
- un chauffeur coursier.

Le personnel participant à la mise en œuvre du projet percevra :

- s'il est fonctionnaire, des indemnités conformément au régime indemnitaire applicable aux agents de l'Etat participant à l'exécution des projets de développement ;

- s'il est non fonctionnaire, un traitement conclu d'accord partie, dans la limite des maxima fixés par le projet.

Article 5. - *Comité de pilotage*

Le Comité de pilotage, institué par arrêté n° 2015-10228 du 07 mai 2015, dans le cadre de la réforme « alignement des formations de l'enseignement supérieur avec les besoins de l'économie », constitue le Comité de pilotage du PSE-J.

Article 6. - *Comité technique*

Il est institué un Comité technique du projet.

Le Comité technique est une structure de concertation et d'échanges entre les parties prenantes, dont la mission générale est de veiller à la bonne coordination du projet.

A ce titre, il est chargé de :

- veiller à la bonne exécution du Projet ;
- suivre l'avancement du Projet par rapport au plan de mise en œuvre validé ;
- suggérer au Comité de pilotage les mesures permettant de remédier aux difficultés éventuelles rencontrées ;
- veiller au suivi des impacts du Projet sur les économies locales et au niveau national sur la croissance économique.

Article 7. - *Composition du Comité technique*

Le Comité technique est composé :

- du Coordinateur du projet, Président ;
- du Recteur de l'Université Virtuelle du Sénégal, co-Coordinateur du Comité technique du projet ;
- du représentant de l'Autorité Nationale d'Assurance Qualité (ANAQ-sup) ;
- des coordinateurs pédagogiques du Programme PSE-J ;
- des responsables des modules techniques professionnels du Programme PSE-J ;
- des responsables du module entrepreneuriat du Programme PSE-J ;
- des représentants des établissements d'enseignement supérieur des régions et zones concernées ;
- du représentant du Bureau Opérationnel du Suivi du PSE.

Le Comité technique se réunit au moins une fois par trimestre et à chaque fois que de besoin sur convocation de son Président. Il peut s'adjoindre lors de ses réunions de toute compétence qu'il jugera nécessaire.

Le secrétariat du Comité technique est assuré par le coordonnateur dudit Comité.

Article 8. - Ressources financières du projet

Pour la mise en œuvre du projet, les ressources financières sont constituées par :

- les ressources budgétaires de l'Etat allouées à travers le Fond Sénégal Emergent (FSE) et le budget de fonctionnement du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ;
- les contributions des partenaires techniques et financiers ;
- les contributions éventuelles du secteur privé ;
- toutes autres libéralités.

Art. 9. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel*.

**MINISTERE DU TOURISME
ET DES TRANSPORTS AERIENS**

Arrêté ministériel n° 12343 en date du 12 juin 2015 portant retrait de la licence d'agence de voyages, de tourisme et de transports touristiques à l'agence « SARL JOLIBOIS MALICK QUADS » sise à Saly Portudal BP: 159 Saly.

Article premier. - La licence pour l'exploitation d'une agence de voyages, de tourisme et de transports touristiques, objet de l'arrêté n° 003954 du 29 mai 2012, est retirée à l'Agence de voyages « Sarl Jolibois Malick Quads » sise à Saly Portudal BP: 159 Saly et gérée par Monsieur Patrick MESBAH.

Art. 2. - Le montant de la caution de cinq millions de francs CFA (5.000.000 F CFA) versée lors de la demande de licence lui est remboursé.

Art. 3. - Le Directeur de la Réglementation touristique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié partout où besoin sera.

**MINISTERE DU TRAVAIL, DU DIALOGUE
SOCIAL, DES ORGANISATIONS
PROFESSIONNELLES
ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS**

Arrêté ministériel n° 13.017 en date du 25 juin 2015 portant création d'un Comité de pilotage et d'un Comité scientifique pour la réforme du cadre juridique de la sécurité sociale

Article premier. - Il est créé au sein du Ministère du Travail, du Dialogue social, des Organisations professionnelles et des Relations avec les Institutions, un comité de pilotage et un comité scientifique chargés de la réforme du cadre juridique de la sécurité sociale.

Art. 2. - Le comité de pilotage est un cadre de partage, d'orientation et de validation technique.

Il est chargé de dégager les orientations stratégiques et politiques nécessaires à la réforme du cadre juridique de la sécurité sociale concernant les salariés au sens du Code du Travail.

A cet effet, il fixe les objectifs, évalue les activités et veille à l'atteinte des résultats dans le cadre de ladite réforme.

Art. 3. - Il est composé ainsi qu'il suit :

Président : le Directeur général du Travail et de la Sécurité sociale ou son représentant ;

Secrétaire permanent : le Directeur de la Protection sociale ou son représentant ;

Membres :

- le Conseiller technique n° 1 du Ministère chargé du Travail et de la Sécurité sociale ;

- le Chef de la Division Sécurité sociale du Ministère chargé du Travail et de la Sécurité sociale ;

- un représentant de la Présidence de la République ;

- un représentant de la Primature ;

- un représentant du Ministère chargé de l'Economie et des Finances ;

- un représentant du Ministère chargé des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur ;

- un représentant du Ministère chargé de la Justice ;

- un représentant du Ministère chargé de la Santé ;

- un représentant du Ministère chargé de la Fonction publique ;

- un représentant du Ministère chargé de la Famille ;

- un représentant du Ministère chargé du Secteur informel ;

- un représentant du Ministère chargé du Commerce ;

- un représentant du Ministère chargé des Collectivités locales ;

- un représentant du Ministère chargé de l'Emploi ;

- un représentant de la Commission de Supervision et de Régulation des Institutions de la Sécurité sociale ;

- un représentant du Haut Conseil du Dialogue social ;

- deux représentants de la Caisse de Sécurité sociale ;

- deux représentants de l'Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal ;

- deux représentants de l'Institution de Coordination de l'Assurance Maladie Obligatoire ;

- un représentant du Centre Médico-social des Fonctionnaires ;

- un représentant pour chacune des deux organisations d'employeurs les plus représentatives (Conseil national du Patronat et Confédération nationale des Employeurs du Sénégal) ;

- un représentant pour chacune des quatre organisations syndicales les plus représentatives (CNTS, UNSAS, CSA et CNTS/FC).

Art. 4. - Le Comité de pilotage se réunit sur convocation de son Président, une fois par trimestre.

Il peut s'adjoindre toute personne dont la participation est jugée utile à ses travaux.

Art. 5. - Il est institué auprès du Comité de pilotage, un Comité scientifique chargé sous l'égide du Directeur de la Protection sociale, de l'élaboration scientifique du cadre juridique du Code de la Sécurité sociale. Il a pour missions :

- d'élaborer et de valider les TDR du consultant ;

- de proposer le choix du consultant ;

- de valider techniquement les projets de texte élaborés par le consultant ;

- de les soumettre à l'approbation du Comité de pilotage.

Art. 6. - Le comité scientifique comprend :

- un *Président* : le Directeur de la Protection sociale ou son représentant ;

- le Conseiller technique n° 1 du Ministère chargé du Travail et de la Sécurité sociale ;

- un représentant de la Primature ;

- un représentant du ministère de la Justice ;

- un représentant du Ministre de l'Economie et des Finances ;

- deux représentants de l'Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal ;

- deux représentants de la Caisse de Sécurité sociale

- deux représentants de l'Institution de Coordination de l'Assurance Maladie Obligatoire ;

- un représentant de la Direction des Services législatifs de la Primature ;

- un représentant de la Commission de Supervision et de Régulation des Institutions de Sécurité sociale (COSRISS) ;

- le chef de la Division Sécurité sociale ;

- le chef de la Division des Institutions de Prévoyance Maladie ;

- le chef de la Division Prévention, Hygiène, Sécurité et Santé au Travail ;

- le chef de la Division du Travail ;

- le chef de la Division de la Législation, des Etudes et du Travail ;

- un représentant du Conseil de l'Ordre des avocats spécialisé en droit social ;

- trois (3) personnes ressources: Monsieur Ibrahima Ciré HANN, Professeur Mouhamadou Lamine NIANG, spécialiste de la Protection sociale, Enseignant à l'UCAD et Monsieur Gora THIAO.

Le Comité de rédaction peut s'adjoindre toute personne dont la présence est jugée nécessaire à ses travaux.

Il se réunit deux fois par mois, sur convocation de son Président.

Art. 7. - Le présent arrêté abroge et remplace les dispositions de l'arrêté n°13062 du 21 août 2014 portant création d'un Comité de pilotage et d'un Comité de rédaction pour la réforme du cadre juridique de la sécurité sociale.

Art. 8. - Le Directeur général du Travail et de la Sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

**MINISTERE DE L'ENERGIE
ET DU DEVELOPPEMENT
DES ENERGIES RENOUVELABLES**

Décret n° 2015-829 du 22 juin 2015 portant premier renouvellement de la période de recherche du Contrat de Recherche et de Partage de Production d'Hydrocarbures conclu entre l'Etat du Sénégal et les sociétés KOSMOS ENERGY SENEGAL, TIMIS CORPORATION et PETROSEN pour le bloc de Saint-Louis Offshore Profond.

RAPPORT DE PRESENTATION

Le présent projet de décret a pour objet le premier renouvellement de la période de recherche du Contrat de Recherche et de Partage de Production d'Hydrocarbures (CRPP) relatif au bloc de Saint-Louis Offshore Profond.

Ce contrat, conclu entre l'Etat du Sénégal d'une part et les sociétés PETRO-TIM limited et PETROSEN, collectivement appelé le Contractant, d'autre part, a été approuvé par décret n° 2012-597 du 19 juin 2012.

Par la suite, deux opérations de cession des droits, obligations et intérêts au titre de ce Contrat et de l'Accord d'Association y afférent ont consacré l'entrée des sociétés pétrolières Timis Corporation Ltd et Kosmos Energy Sénégal avec les nouveaux pourcentages de participation qui se déclinent comme suit :

- KOSMOS ENERGY SENEGAL: 60% ;
- TIMIS CORPORATION LIMITED : 30% ;
- PETROSEN: 10%.

Les engagements minimum de travaux, pour la période initiale de recherche qui a duré trois (3) ans, étaient la réalisation d'une campagne sismique 3D sur 2000 km² pour un montant minimum de 08 (huit) millions de dollars US.

Durant cette période, la compagnie KOSMOS ENERGY SENEGAL a effectivement réalisé 4686 km² de sismique 3D, acheté des données sismiques 2D, effectué une interprétation stratigraphique sismique et une cartographie de structure et des attributs AVO pour un montant de vingt-cinq millions huit cent quatorze mille cent soixante-dix-neuf (25 814 179) dollars US.

Elle a, de ce fait, dépassé ses obligations minimum de travaux et engagements financiers souscrits pour la période initiale de recherche et sollicite le premier renouvellement de la période de recherche du Contrat.

En outre, conformément aux dispositions contractuelles, la compagnie a proposé un rendu de surface correspondant à 30% de la superficie du bloc ; ainsi, le renouvellement sollicité concerne deux surfaces avec des superficies respectives de 6399 km² et 278 km².

La durée prévue pour la première période de renouvellement du CRPP est de trois (3) ans et l'engagement minimum de travaux pour la période est la réalisation d'au moins un (1) forage d'exploration pour un coût minimum de vingt (20) millions de Dollars US.

La demande de renouvellement est faite en application des dispositions de la loi n° 98-05 du 08 janvier 1998 portant Code pétrolier et du décret n° 98-810 du 06 octobre 1998 fixant les modalités et conditions d'application de ladite loi.

Telle est, Monsieur le Président de la République, l'économie du présent projet de décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 98-05 du 08 janvier 1998 portant Code Pétrolier;

Vu le décret n° 98-810 du 06 octobre 1998 fixant les modalités et conditions d'application de la loi n° 98-05 du 08 janvier 1998 portant Code Pétrolier ;

Vu le décret n° 2012-597 du 19 juin 2012 portant approbation du Contrat de Recherche et de Partage de Production d'Hydrocarbures conclu entre l'Etat du Sénégal, la Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN) et la société PETRO-TIM pour le Permis de Saint-Louis Offshore Profond ;

Vu le décret n° 2013-1154 du 23 août 2013 portant extension de la période initiale de recherche du Contrat de Recherche et de Partage de Production d'Hydrocarbures conclu entre l'Etat du Sénégal, la Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN) et la compagnie PETRO-TIM Limited pour le bloc de Saint-Louis Offshore Profond ;

Vu le décret n° 2014-845 du 06 juillet 2014 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2014-849 du 06 juillet 2014 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2014-853 du 09 juillet 2014 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié par le décret n° 2015-299 du 06 mars 2015 ;

Vu l'arrêté n° 12328 du 04 août 2014 portant approbation de la cession totale, obligations et intérêts détenus par PETROTIM LIMITED, résultant des Contrats de Recherche et de Partage de Production d'Hydrocarbures et des Accords d'Association relatifs au bloc de Saint-Louis Offshore Profond à la société TIMIS CORPORATION Ltd ;

Vu l'arrêté n° 13756 du 04 septembre 2014 portant approbation de la cession partielle des droits, obligations et intérêts détenus par TIMIS CORPORATION, résultant des Contrats de Recherche et de Partage de Production d'Hydrocarbures et des Accords d'Association relatifs au bloc de Saint-Louis Offshore Profond, à la société KOSMOS ENERGY SENEGAL ;

Vu la demande de premier renouvellement de la période initiale de recherche du Contrat de Recherche et de Partage de la Production d'Hydrocarbures entre l'Etat du Sénégal, la société PETROTIM (ayant cédé l'intégralité de ses parts aux sociétés TIMIS CORPORATION et KOSMOS ENERGY SENEGAL) et la Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN) pour le bloc de Saint-Louis Offshore Profond, en date du 17 avril 2015, présentée par la société KOSMOS ENERGY SENEGAL ;

Sur rapport du Ministre de l'Energie et du Développement des Energies renouvelables.

DECRETE :

Article Premier. - La période de recherche du Contrat de Recherche et de Partage de Production d'Hydrocarbures relatif au bloc de Saint-Louis Offshore Profond, conclu le 17 janvier 2012 entre l'Etat du Sénégal, la société PETROTIM (ayant cédé l'intégralité de ses parts aux sociétés TIMIS CORPORATION et KOSMOS ENERGY SENEGAL) et la Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN) et approuvé par décret n° 2012-597 du 19 juin 2012, est renouvelée pour une période de trois (03) ans, à compter de la date de signature du présent décret.

Art. 2. - Le périmètre concerné par le premier renouvellement, d'une superficie totale réputée égale à 6677 km², comprend deux surfaces respectivement égales à 6399 km² et 278 km², et définies par les points de référence suivants :

Saint-Louis Offshore Profond
(Surface 1 : 6677 km²)

| Point | Longitude | Latitude |
|---------|------------------|-------------|
| A | 17°10'00"W | 16°04'00" N |
| B | 18°17'00"W | 16°04'00" N |
| C | 18°17'00"W | 15°38'00" N |
| D | 18°04'00"W | 15°38'00" N |
| E | 18°04'00"W | 15°46'00" N |
| F | 17°44'00"W | 15°46'00" N |
| G | 17°44'00"W | 15°38'00" N |
| H | 17°55'00"W | 15°38'00" N |
| I | 17°55'00"W | 15°25'00" N |
| J | 18°05'00"W | 15°25'00" N |

Saint-Louis Offshore Profond
(Surface 2 : 278 km²)

| Point | Longitude | Latitude |
|---------|------------------|-------------|
| A | 18°17'00"W | 15°25'00" N |
| B | 18°17'00"W | 15°32'00" N |
| C | 18°05'00"W | 15°32'00" N |
| D | 18°05'00"W | 15°25'00" N |

Art. 3. - Durant la première période de renouvellement, les compagnies KOSMOS ENERGY SENEGAL, TMIS CORPORATION et PETROSEN s'engagent à effectuer un (1) forage d'exploration pour un montant de 20.000.000 de Dollars US.

Art. 4. - Le Ministre de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 22 juin 2015.

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

Arrêté ministériel n° 13382 en date du 03 juillet 2015 fixant les prix plafonds des hydrocarbures à la consommation pour compter du 04 juillet 2015.

Article Premier. - Les prix à la consommation des hydrocarbures applicables pour compter du 04 juillet 2015, à partir de 18 H 00, sont indiqués en annexe du présent arrêté. Pour les hydrocarbures (supercarburant essence ordinaire, essence pirogue, pétrole lampant et gasoil) assujettis à la péréquation transport et vendus à la pompe, ces prix sont des prix plafond et sont uniformes sur l'ensemble du territoire national. Pour les hydrocarbures (supercarburant essence ordinaire, essence pirogue, pétrole lampant et gasoil) assujettis à la péréquation transport et vendus aux industriels et aux autres consommateurs, le prix de vente est égal à celui de la structure des prix diminué de la péréquation transport et augmenté du tarif officiel de la localité de livraison.

Pour les hydrocarbures (diesel, fuel 180, fuel 380, distillat TAG, kérosène TAG et naphta) non assujettis à la péréquation transport et vendus aux industriels et aux autres consommateurs, le prix de vente est égal à celui de la structure des prix diminué du tarif de transport de Dakar et augmenté du tarif officiel de la localité de livraison.

Pour le gaz butane, les prix affichés sont ceux de la région de Dakar qui seront majorés, pour les autres régions, d'un différentiel de transport fixé par les services régionaux du commerce.

Art. 2. - Les prix ex-dépôt et consommateur ainsi que les marges distributeur et transporteur sont des valeurs plafond. En conséquence, les intervenants sont autorisés à vendre les produits en dessous des prix plafond fixés.

Art. 3. - Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent arrêté.

Art. 4. - Le Directeur général des Douanes, le Directeur général des Impôts et des Domaines, le Directeur du Trésor et de la Comptabilité publique, le Directeur des Hydrocarbures et le Directeur du Commerce Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié avec ses annexes au *Journal officiel*.

COMITE NATIONAL DES HYDROCARBURES

STRUCTURE DES PRIX
DES PRODUITS PETROLIERS

A COMPTER DU 04 JUILLET 2015

03 octobre 2015

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

1131

CALCUL DES PRIX PARITE IMPORTATION

A compter du 04 juillet 2015

| | Butane | Super | Ess. Ordinaire | Ess. Pirogue | Pétrole | Gasoil | Gasoil Sénégal | Distillat TAG | Diesel Oil | Diesel Sénégal | FO 180 CST | FO 180 Sénégal | FO 380 BTS Sénégal | FO 380 HTS | FO 380 HTS Sénégal |
|------------------|----------|---------|----------------|--------------|---------|---------|----------------|---------------|------------|----------------|------------|----------------|--------------------|------------|--------------------|
| OUT TOTAL FCFA | 272.498 | 452.269 | 443.234 | 443.234 | 388.126 | 369.081 | 369.081 | 369.081 | 360.210 | 360.210 | 228.218 | 228.218 | 215.043 | 212.564 | 212.564 |
| XE PORT | 0,00 | 991,00 | 991,00 | 991,00 | 991,00 | 212,00 | 212,00 | 212,00 | 212,00 | 212,00 | 212,00 | 212,00 | 212,00 | 212,00 | 212,00 |
| MAIS PASS. | 1.500,00 | 750.000 | 750.000 | 750.000 | 750.000 | 750.000 | 750.000 | 750.000 | 750.000 | 750.000 | 750.000 | 750.000 | 750.000 | 750.000 | 750.000 |
| UTS DIRECTS | 1210 | 1934 | 1899 | 1899 | 1684 | 1610 | 1610 | 1610 | 1576 | 1576 | 1062 | 10500 | 1011 | 10500 | 10500 |
| PP | 0 | 13.530 | 13.730 | 13.730 | 28.792 | 19.949 | 11.600 | 25.000 | 64.277 | 25.000 | 55.491 | 25.000 | 55.543 | 55.562 | 25000 |
| | 0 | 20.295 | 20.595 | 0 | 0 | 31.549 | 0 | 0 | 54.277 | 0 | 45.491 | 0 | 45.543 | 45.561 | 0 |
| RITE IMPORTATION | 275.208 | 489.769 | 481.199 | 460.604 | 420.343 | 423.151 | 383.253 | 396.353 | 481.302 | 387.748 | 331.224 | 264.680 | 318.102 | 315.650 | 249.026 |

PARITE IMPORTATION

| | fcfa par tonne de la période | fcfa par tonne considéré | facteurs de conversion 25°C | fcfa par m³ à 25°C | facteurs de conversion 15°C | fcfa par m³ à 15°C |
|------------------------|------------------------------|--------------------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|
| BUTANE | 275.208 | 373.350 | | | | |
| SUPER | 489.769 | 459.131 | 1.35300 | 339.343 | 1.33800 | 343.147 |
| ESSENCE ORDINAIRE | 481.199 | 457.654 | 1.37300 | 333.324 | 135600 | 337.503 |
| ESSENCE PIROGUE | 460.604 | 427.430 | 1.37300 | 311.311 | 135600 | 315.214 |
| PETROLE | 420.343 | 420.343 | 1.23500 | 340.359 | 1.22300 | 343.698 |
| GASOIL | 423.151 | 423.151 | 1.16000 | 364.785 | 1.15200 | 367.319 |
| GASOIL SENELEC | 383.253 | 383.253 | 1.16000 | 330.391 | 1.15200 | 332.685 |
| DISTILLAT TAG | 396.653 | 396.653 | | | | |
| DIESEL | 481.302 | 481.302 | | | | |
| DIESEL SENELEC | 387.748 | 387.748 | | | | |
| FUELOIL 180 | 331.224 | 331.224 | | | | |
| FUEL OIL 180 SENELEC | 264.680 | 264.680 | | | | |
| FUEL OIL 380 BTS | 318.102 | 318.102 | | | | |
| FUEL OIL 380 BTS SENEL | 251.505 | 251.505 | | | | |
| FUEL OIL 380 HTS | 315.650 | 315.650 | | | | |
| FUEL OIL 380 HTS SENEL | 249.026 | 249.026 | | | | |

Structure des prix des produits Pétroliers

CANAL (TTC)

A compter du 04 juillet 2015

| | Super Carburant | Essence Ordinaire | Essence Pirogue | Pétrole Lampant | Gasoil |
|--|--------------------|----------------------|--------------------|--------------------|---------|
| 1 PRIX PARITE IMPORTATION | 339.343 | 333.324 | 311.311 | 340.359 | 364.785 |
| 2 BASE TAXABLE | 324.980 | 313.845 | 313.845 | 305.515 | 309.298 |
| 3 DROITS DE PORTE | 35.748 | 34.523 | 34.523 | 18.331 | 34.023 |
| 4 PRIX EX-DEPOT (1+3) | 375.091 | 367.847 | 345.834 | 358.690 | 398.808 |
| 5 STABILISATION FISCALE | - | - | - | - | - |
| 6 TAXE SPECIFIQUE | 216.650 | 198.470 | 38.560 | - | 103.950 |
| 7 MARGE DISTRIBUTEUR | 69.700 | 69.700 | 100.775 | 69.700 | 69.700 |
| DONT: PEREQUATION TRANSPORT | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 |
| 8 BASE TVA (1+3+6+7+5) | 661.441 | 636.017 | 485.169 | 428.390 | 572.458 |
| 9 TVA | 119.059 | 114.483 | 87.330 | 77.110 | 103.042 |
| 10 PRIX DE VENTE AU DETAILLANT (4+6+7+9) | 780.500 | 750.500 | 572.499 | 505.500 | 675.500 |
| 11 MARGE DETAILLANT | 14.500 | 14.500 | 14.500 | 14.500 | 14.500 |
| 12 PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR | | | | | |
| en F cfa par m ³ | 795.000 | 765.000 | 586.999 | 520.000 | 690.000 |
| en F cfa par litre | 795 | 765 | 587 | 520 | 690 |

| A compter du 04 juillet 2015 | | | | | | | | | | | |
|------------------------------|---|-------------------|----------------|------------------------|--------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------------|------------------|-----------------|---------|
| | DIESEL OIL | DIESEL SENELEC | FUELOIL 180 | FUELOIL 180 SENELEC | FUELOIL 380 BTS | FUEL OIL 380 BTS SENELEC | FUELOIL 380 HTS | FUEL OIL 380 HTS SENELEC | DISTILLAT TAG | KEROSENE TAG | NAPHTA |
| 1 | PRIX PARITE IM'ORTATION | 481.302 | 331.224 | 264.680 | 318.102 | 251.505 | 315.650 | 249.026 | 396.653 | 416.551 | 400.645 |
| 2 | BASE TAXABLE | 350.154 | 221.770 | 221.770 | 208.958 | 208.958 | 206.543 | 206.543 | 358.785 | 377.311 | 361.801 |
| 3 | DROITS DE PORTE | 21.009 | 13.306 | 13.306 | 12.537 | 12.537 | 12.393 | 12.393 | 21.527 | 22.639 | 21.708 |
| 4 | PRIX EX-DE'VOT (1+3) | 502.311 | 344.530 | 277.986 | 330.639 | 264.042 | 328.043 | 261.419 | 418.180 | 439.190 | 422.353 |
| 5 | STABILISATION FISCALE | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 6 | MARGE DISTRIBUTEUR | 31 144 | 31 144 | 11 354 | 31 144 | 11 354 | 31 144 | 11 354 | 31 144 | 31 144 | 31 144 |
| 7 | BASE TVA (1+3+6+5) | 539.741 | 446.187 | 381.960 | 290.679 | 276.735 | 365.473 | 274.112 | 455.610 | 476.620 | 459.783 |
| 8 | PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR HTVA (1+3+6) | 539.741 | 446.187 | 381.960 | 290.679 | 276.735 | 365.473 | 274.112 | 455.610 | 476.620 | 459.783 |
| 9 | TVA | 97.153 | 80.314 | 68.753 | 52.322 | 49.812 | 65.785 | 49.340 | 82.010 | 85.792 | 8.761 |
| 10 | PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR en F cfa par tonne | 636.894 | 526.501 | 450.713 | 343.001 | 326.547 | 431.258 | 323.452 | 537.620 | 562.412 | 542.544 |

Structure des prix des produits Pétroliers

A compter du 04 juillet 2015

| BUTANE 38 KG ET 12,5 KG (Fcfa/TM) | |
|-----------------------------------|---------|
| 1 PRIX PARITE IMPORTATION | 373.350 |
| 2 BASE TAXABLE | 267.422 |
| 3 DROITS DE PORTE | 2.674 |
| 4 PRIX EX DEPOT | 376.024 |
| 5 STABILISATION FISCALE | 0 |
| 6 STABILISATION | 0 |
| 7 MARGE DU DISTRIBUTEUR | 163.623 |
| 8 BASE TVA | 539.647 |
| 9 TVA | 0 |
| 10 PRIX TTC | 539.647 |
| 11 MARGE DETAILLANT | 18.240 |
| 12 PRIX DE VENTE AU CONSOMM. | 557.887 |

| | |
|--------------------------------|--------|
| * PRIX BOUTEILLE 38 KG | 21.200 |
| ARRONDI | 21.200 |
| * PRIX BOUTEILLE 12,5 KG | 6.974 |
| ARRONDI | 6.975 |

| BUTANE | 9 KG (Fcfa/TM) | 6 KG (Fcfa/TM) | 2,7 KG (Fcfa/TM) |
|--------------------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| 1 PRIX PARITE IMPORTATION | 373.350 | 373.350 | 373.350 |
| 2 BASE TAXABLE | 267.422 | 267.422 | 267.422 |
| 3 DROITS DE PORTE | 2.674 | 2.674 | 2.674 |
| 4 PRIX EX DEPOT | 376.024 | 376.024 | 376.024 |
| 5 STABILISATION FISCALE | 0 | 0 | 0 |
| 6 SUBVENTION | 0 | 0 | 0 |
| 7 MARGE DU DISTRIBUTEUR | 122.630 | 122.630 | 122.164 |
| dont frais de passage en dépôt | 32.480 | 32.480 | 32.480 |
| 8 BASE TVA | 498.654 | 498.654 | 498.188 |
| 9 TVA | 0 | 0 | 0 |
| 10 PRIX TTC | 498.654 | 498.654 | 498.188 |

| BOUTELLES DE | 9 KG | 6 KG | 2,7 KG |
|------------------------------|-------|-------|--------|
| * PRIX EX DISTRIBUTEUR | 4.488 | 2.992 | 1.345 |
| * MARGE GROSSISTE | 210 | 155 | 80 |
| * PRIX EX GROSSISTE | 4.698 | 3.147 | 1.425 |
| * MARGE DETAILLANT | 110 | 85 | 35 |
| * PRIX DU CONSOMMATEUR | 4.808 | 3.232 | 1.460 |
| * ARRONDI | 4.810 | 3.230 | 1.460 |

(CANAL HTT)

| | | Super Carburant | Essence Ordinaire | Pétrole Lampant | Gasoil |
|----|------------------------------------|--------------------|----------------------|--------------------|----------|
| 1 | PRIX PARITE IMPORTATION | 339.343 | 333.324 | 340.359 | 364.785 |
| 2 | BASE TAXABLE | 324.980 | 313.845 | 305.515 | 309.298 |
| 3 | DROITS DE PORTE | 35.748 | 34.523 | 18.331 | 34.023 |
| 4 | PRIX EX-DEPOT | 375.091 | 367.847 | 358.690 | 398.808 |
| 5 | TAXE SPECIFIQUE | 216.650 | 198.470 | - | 103.950 |
| 6 | EXONÉRATION DROITS DE PORTE | - 35.748 | - 34.523 | - 18.331 | - 34.023 |
| 7 | MARGE DISTRIBUTEUR | 69.700 | 69.700 | 69.700 | 69.700 |
| | DONT : PEREQUATION TRANSPORT | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 |
| 8 | PRIX DE VENTE AU DETAILLANT | 625.693 | 601.494 | 410.059 | 538.435 |
| 9 | MARGE DETAILLANT | 14.500 | 14.500 | 14.500 | 14.500 |
| 10 | PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR | | | | |
| | en F cfa par m ³ | 640.193 | 615.994 | 424.559 | 552.935 |
| | en F cfa par hl | 64.019 | 61.599 | 42.456 | 55.294 |

03 octobre 2015

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

1135

(CANAL HTT et DD)

A compter du 04 juillet 2015

| | | Super Carburant | Essence Ordinaire | Pétrole Lampant | Gasol |
|----|------------------------------------|--------------------|----------------------|--------------------|----------|
| 1 | PRIX PARITE IMPORTATION | 339.343 | 333.324 | 340.359 | 364.785 |
| 2 | BASE TAXABLE | 324.980 | 313.845 | 305.515 | 309.298 |
| 3 | DROITS DE PORTE | 35.748 | 34.523 | 18.331 | 34.023 |
| 4 | PRIX EX-DEPOT | 375.091 | 367.847 | 358.690 | 398.808 |
| 5 | TAXE SPECIFIQUE | 216.650 | 198.470 | | 103.950 |
| 6 | EXONERATION DROITS DE DOUANE | - 32.498 | - 31.385 | - 15.276 | - 30.930 |
| 7 | MARGE DISTRIBUTEUR | 69.700 | 69.700 | 69.700 | 69.700 |
| | DONT : PEREQUATION TRANSPORT | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 |
| 8 | PRIX DE VENTE AU DETAILLANT | 628.943 | 604.632 | 413.114 | 541.528 |
| 9 | MARGE DETAILLANT | 14.500 | 14.500 | 14.500 | 14.500 |
| 10 | PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR | | | | |
| | en F cfa par m ³ | 643.443 | 619.132 | 427.614 | 556.028 |
| | en F cfa par hl | 64.344 | 61.913 | 42.761 | 55.603 |

(CANAL HTVA)

| | | Super Carburant | Essence Ordinaire | Essence pirogue | Pétrole Lampant | Gasol |
|---|-----------------------------------|--------------------|----------------------|--------------------|--------------------|---------|
| 1 | PRIX PARITE IMPORTATION | 339.343 | 333.324 | 311.311 | 340.359 | 364.785 |
| 2 | BASE TAXABLE | 324.980 | 313.845 | 313.845 | 305.515 | 309.298 |
| 3 | DROITS DE PORTE | 35.748 | 34.523 | 34.523 | 18.331 | 34.023 |
| 4 | PRIX EX-DEPOT | 375.091 | 367.847 | 345.834 | 358.690 | 398.808 |
| 5 | TAXE SPECIFIQUE | 216.650 | 198.470 | 38.560 | | 103.950 |
| 6 | MARGE DISTRIBUTEUR | 69.700 | 69.700 | 100.775 | 69.700 | 69.700 |
| | DONT: PEREQUATION TRANSPORT | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 |
| 7 | PRIX DE VENTE AU DETAILLANT | 661.441 | 636.017 | 485.169 | 428.390 | 572.458 |
| 8 | MARGE DETAILLANT | 14.500 | 14.500 | 14.500 | 14.500 | 14.500 |
| 9 | PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR | | | | | |
| | en F cfa par m ³ | 675.941 | 650.517 | 499.669 | 442.890 | 586.958 |
| | en F cfa par hl | 67.594 | 65.052 | 49.967 | 44.289 | 58.696 |

(CANAL HTT)

| A compter du 04 juillet 2015 | | Diesel Oil | Fuel Oil 180 CST | Fuel Oil 380 BTS | Fuel Oil 380 HTS |
|------------------------------|-----------------------------------|------------|------------------|------------------|------------------|
| 1 | PRIX PARITE IMPORTATION | 481.302 | 331.324 | 318.102 | 315.650 |
| 2 | BASE TAXABLE | 350.154 | 221.770 | 208.958 | 206.543 |
| 3 | DROITS DE PORTE | 21.009 | 13.306 | 12.537 | 12.393 |
| 4 | PRIX EX-DEPOT | 502.311 | 344.530 | 330.639 | 328.043 |
| 5 | EXONERATION DROITS DE PORTE | 21.009 | 13.306 | 12.537 | 12.393 |
| 6 | MARGE DISTRIBUTEUR | 37.430 | 37.430 | 37.430 | 37.430 |
| 7 | PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR | | | | |
| | en F cfa par tonne | 518.732 | 368.654 | 355.532 | 353.080 |

(CANAL HTT et DD)

| | | Diesel Oil | Fuel Oil 180 CST | Fuel Oil 380 BTS | Fuel Oil 380 HTS |
|---|------------------------------------|------------|------------------|------------------|------------------|
| 1 | PRIX PARITE IMPORTATION | 481.302 | 331.324 | 318.102 | 315.650 |
| 2 | BASE TAXABLE | 350.154 | 221.770 | 208.958 | 206.543 |
| 3 | DROITS DE PORTE | 21.009 | 13.306 | 12.537 | 12.393 |
| 4 | PRIX EX-DEPOT | 502.311 | 344.530 | 330.639 | 328.043 |
| 5 | EXONERATION DROITS DE DOUANE | - 17.508 | - 11.089 | - 10.448 | - 10.327 |
| 6 | MARGE DISTRIBUTEUR | 37.430 | 37.430 | 37.430 | 37.430 |
| 7 | PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR | | | | |
| | en F cfa par tonne | 522.233 | 370.871 | 357.621 | 355.146 |

| PRODUITS | UNITES | PRIX PARITE IMPORTATION | PRIX DE DE REPRISE HTT |
|-------------------------|-----------------|-------------------------|------------------------|
| SUPER CARBURANT | M3 A 15°C | 343.147 | 343.147 |
| ESSENCE ORDINAIRE | M3 A 15°C | 337.503 | 337.503 |
| PETROLE LAMPANT | M3 A 15°C | 343.698 | 343.698 |
| GASOIL | M3 A 15°C | 367.319 | 367.319 |
| DIESEL OIL | T | 481.302 | 481.302 |
| FUEL OIL 180 CST | T | 331.224 | 331.224 |
| FUEL OIL 380 BTS | T | 318.102 | 318.102 |
| FUEL OIL 380 HTS | T | 315.650 | 315.650 |

A compter du 04 juillet 2015

(CANAL HTT)

| PRODUITS | UNITES | PPI | BASE TAXABLE | DROITS DE PORTE | dont droits de douane | dont redevance statistique (RS) | PRIX EX-DEPOT | PRIX DE REPRISE (prix ex-dépôt (RS)) |
|---------------------------|-----------------|---------|-----------------|--------------------|--------------------------|--|------------------|---|
| BUTANE 12,5/38 KG | T | 373.350 | 267.422 | 2.674 | 0 | 2.674 | 376.024 | 373.350 |
| BUTANE 9 KG | T | 373.350 | 267.422 | 2.674 | 0 | 2.674 | 376.024 | 373.350 |
| BUTANE 6 KG | T | 373.350 | 267.422 | 2.674 | 0 | 2.674 | 376.024 | 373.350 |
| BUTANE 2,7 KG | T | 373.350 | 267.422 | 2.674 | 0 | 2.674 | 376.024 | 373.350 |
| SUPER CARBURANT ... | M3 A 15°C | 343.147 | 328.624 | 36.149 | 32.862 | 3.286 | 379.296 | 376.010 |
| ESSENCE ORDINAIRE .. | M3 A 15°C | 337.503 | 317.780 | 34.956 | 31.778 | 3.178 | 372.459 | 369.281 |
| ESSENCE PIROGUE | M3 A 15°C | 315.214 | 317.780 | 34.956 | 31.778 | 3.178 | 350.170 | 346.992 |
| PETROLE LAMPANT | M3 A 15°C | 343.698 | 308.512 | 18.511 | 15.426 | 3.085 | 362.209 | 359.124 |
| GASOIL | M3 A 15°C | 367.319 | 311.446 | 34.259 | 31.145 | 3.114 | 401.578 | 398.464 |
| GASOIL SENELEC | M3 A 15°C | 332.685 | 311.446 | 34.259 | 31.145 | 3.114 | 366.944 | 363.830 |
| DIESEL OIL | T | 481.302 | 350.154 | 21.009 | 17.508 | 3.502 | 502.311 | 498.809 |
| DIESEL OIL SE'NELEC .. | T | 387.748 | 350.154 | 21.009 | 17.508 | 3.502 | 408.757 | 405.255 |
| FUEL OIL 180 CST | T | 331.224 | 221.770 | 13.306 | 11.089 | 2.218 | 344.530 | 342.312 |
| FUEL OIL 180 SENELEC .. | T | 264.680 | 221.770 | 13.306 | 11.089 | 2.218 | 277.986 | 275.768 |
| FUEL OIL 380 BTS | T | 318.102 | 208.958 | 12.537 | 10.448 | 2.090 | 330.639 | 328.549 |
| FUEL OIL 380 BTS SENEL .. | T | 251.505 | 208.958 | 12.537 | 10.448 | 2.090 | 264.042 | 261.952 |
| FUEL OIL 380 HTS | T | 315.650 | 206.543 | 12.393 | 10.327 | 2.065 | 328.043 | 325.978 |
| FUEL OIL 380 HTS SENEL .. | T | 249.026 | 206.543 | 12.393 | 10.327 | 2.065 | 261.419 | 259.354 |
| DISTILLAT TAG | T | 396.653 | 358.785 | 21.527 | 17.939 | 3.588 | 418.180 | 414.592 |
| KEROSENE TAG | T | 416.551 | 377.311 | 22.639 | 18.866 | 3.773 | 439.190 | 435.417 |
| NAPHTA | T | 400.645 | 361.801 | 21.708 | 18.090 | 3.618 | 422.353 | 418.735 |

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA RATIONALISATION DES EFFECTIFS ET DU RENOUVEAU DU SERVICE PUBLIC

Arrêté ministériel n° 12.852 en date du 19 juin 2015
portant création et fonctionnement du comité de
pilotage du projet « audit des compétences des agents
de l'Etat »

Article premier.- Il est créé, au sein du Ministère de
la Fonction publique, de la Rationalisation des Effectifs
et du Renouveau du Service public, un Comité dénommé
« Comité de Pilotage de l'audit des compétences des
agents de l'Etat ».

Art. 2. - Le Comité de Pilotage de l'audit des compé-
tences des agents de l'Etat est chargé :

- de définir les orientations et les principes de travail
du consultant commis dans le cadre du projet ;
- de valider le chronogramme du processus d'élabora-
tion de l'audit ;
- d'approuver les rapports d'activités ;
- d'examiner toutes autres questions relatives à la mise
en œuvre du projet.

Art. 3. - Le comité de pilotage est composé ainsi qu'il
suit :

Président : le Ministre de la Fonction publique, de la Rationalisation des Effectifs et du Renouveau du Service public ou son représentant ;

Secrétaire : Le Directeur de la Gestion prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences ;

Membres :

- un représentant de la Présidence de la République ;
- un représentant de la Primature ;
- un représentant du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan ;
- deux représentants du Ministère de la Bonne Gouvernance dont un de la GPAO ;
- un représentant du Bureau Organisation et Méthodes / BOM ;
- le Directeur général de la Fonction publique ;
- le Directeur de la Gestion des Carrières ;
- le Directeur des Etudes, de la Législation et du Contentieux ;
- le Directeur du Renouveau du Service public.

Art. 4. - Le comité de pilotage se réunit sur convocation de son président chaque fois que de besoin.

Il peut s'adjoindre toute personne dont les compétences peuvent être mises à profit pour la réalisation du projet.

Le secrétariat veille à ce que les documents de travail soient préparés et mis à la disposition des membres du comité au moins cinq (05) jours avant les réunions. Il élabore et diffuse les comptes rendus de réunion.

Art. 5. - Le consultant déposera à la fin de sa mission un rapport final auprès du Ministre de la Fonction publique, de la Rationalisation des Effectifs et du Renouveau du Service public un mois après la validation du rapport provisoire par le comité de pilotage.

Art. 6. - Le présent arrêté sera enregistré et publié partout où besoin sera.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : LE JEUNE THEATRE DE LA RURALITE « JTR ».

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- promouvoir la diffusion culturelle et artistique pour tous en milieu rural ;
- susciter auprès de la jeunesse rurale, qui suit régulièrement les études secondaires, l'envie de s'approprier une culture générale encore plus vaste par l'intermédiaire du théâtre, grâce à la mise en vie des plus grands acteurs, tels que Léopold S. Senghor, Césaire, Cheikh Hamidou Kane, Tchicaya U Tam'Si, Amadou Lamine Sall.

Siège social : Gare routière de Diamniadio - Rufisque

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

M. Abdoulaye Racine Senghor, *Président* ;

M^{me} Aïta Ndione, *Secrétaire générale* ;

M. EL Hadji Ngagne Ndoeye, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 17.637 MINT.SP/DGAT/DLP/DLA-PA en date du 30 juillet 2015.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : UNION NATIONALE DES FEMMES ENTREPRENEURS SOLIDAIRES POUR UN SENEGAL EMERGENT ET DURABLE (UNAFESED).

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- développer l'esprit d'amitié et d'entraide en vue d'entreprendre des actions concrètes à l'effet de contribuer, partout où besoin sera, à améliorer le sort de ses membres.

Siège social : Villa n° 22, Mermoz Pyrotechnie x VDN - Dakar

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

M^{mes} Amy Ndiaye, *Présidente* ;

Ndèye Madjiguène Ndiaye, *Secrétaire générale* ;

Maymouna Fall, *Trésorière générale*.

Récépissé de déclaration d'association n° 17.616 MINT.SP/DGAT/DLP/DLA-PA en date du 27 juillet 2015.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : SOPEYE NABI FEMMES
DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE « FDC ».

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- contribuer à la réduction de la pauvreté ;
- participer à l'amélioration de la santé, de l'éducation et du cadre de vie des populations ;
- promouvoir la promotion d'un leadership féminin ;
- développer un partenariat avec les programmes d'appui à l'assistance communautaire.

Siège social : Villa n° 650, Hlm Gand - Yoff -
Dakar

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

M^{mes} Madjiguène Diasse, *Présidente* ;

Fatou Diome, *Secrétaire générale* ;

Fatoumata Diop, *Trésorière générale*.

Récépissé de déclaration d'association n° 17.705
MINT.SP/DGAT/DLP/DLA-PA en date du 08 septembre
2015.

Etude de M^e Cheikh Balla Nar DIENG
notaire à Ziguinchor
132, rue Lemoine - BP. 576 Ziguinchor

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre Foncier
n° 496/BC, de la Basse Casamance appartenant à M.
Lamine Touré. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre Foncier
n° 674/BC, de la Basse Casamance appartenant à M.
Yoro Lam. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre Foncier
n° 1064/BC, de la Basse Casamance appartenant à M.
Yoro Lam. 1-2

Etude de M^e Amadou Moustapha Ndiaye,
Aïda Diawara Diagne & Mahamadou Maciré Diallo,
notaires associés
83, Boulevard de la République
Immeuble Horizons 2^{ème} étage - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du Titre
Foncier n° 11.700/DP, appartenant à la société
dénommée SOCIETE AFRICAINE DE TOURISME
SENEGAL, en abréviation SAFTOUR SENEGAL
S.A. 1-2

Objet : Changement de nom patronymique de Mon-
sieur Boubacar Aïdara, demeurant à Pikine Icotaf
Parcelle N° 63 47 « DIAGNE » A « AIDARA »

Sieur Boubacar AIDARA demeurant à Pikine Icotaf
parcelle N° 63 47, Téléphone 77 409 22 27, étant
représenté par Maître Wagane FAYE, avocat à la cour
3, rue Ahmadou Lakhsane NDOYE, Dakar.

Et ses frères et soeurs nés du même père Mabéye
dit DIAGNE à savoir :

- Ndèye AIDARA ;
- Mouhamed AIDARA ;
- Boubacar AIDARA ;
- Mame Astou AIDARA ;
- Pape Ndiawar AIDARA ;
- Malick AIDARA ;
- Abdoulaye AIDARA ;
- Pape Samba AIDARA ;

Ne pouvant se faire établir un jugement d'hérédité
de leur père à cause du fait que sur les documents d'état
civil de celui-ci (copie littérale d'acte de naissance
établie le 14 octobre 2014, extrait du registre d'acte
de décès établi le 16 septembre), figurant le nom
patronymique DIAGNE au lieu de AIDARA.

Pour la procédure de rectification du nom DIAGNE
en AIDARA, il plaira à la direction du Journal officiel
le requête à cette fin adressée à Monsieur le Président
de la République.

La présente demande, a été déposée au Ministère de
la Justice le 31 août 2015 sous le n° 5628.

Pour Boubacar AIDARA
Maître Wagane FAYE.

ETATS FINANCIERS IMCEC MBOUR POUR L'EXERCICE CLOS BILAN AU 31 - 12 - 2014

| CODE | ACTIF | 31/12/2014 |
|------|--|---------------|
| A 01 | Opérations de trésorerie avec les institutions financières | 161.676.145 |
| B 01 | Opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients | 3.087.275.485 |
| C 01 | Opérations sur titre et opérations diverses | 116.801.499 |
| D 01 | Valeurs immobilisées | 127.383.664 |
| E 90 | TOTAL DE L'ACTIF | 3.493.136.794 |

| CODE | PASSIF | 31/12/2014 |
|------|--|---------------|
| F 01 | Opérations de trésorerie avec les institutions financières | 1.024.241.082 |
| G 01 | Opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients | 1.866.679.354 |
| H 01 | Opérations sur titres et opérations diverses | 51.586.783 |
| L 01 | Provisions, fonds propres et assimilés | 550.629.574 |
| L 90 | TOTAL PASSIF | 3.493.136.794 |

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2014

| CODE | CHARGE | 31/12/2014 |
|------|---|-------------|
| R 08 | Charges sur opérations avec les institutions financières | 208.614.269 |
| R 3A | Charges sur les opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients | 1.455.102 |
| R 6V | Charges sur présentation de Services financiers | 640.093 |
| | Achats et variation de Stocks | 1.218.500 |
| | Charges Générales d'Exploitation | 261.941.818 |
| T 51 | Dotations aux amortissements sur immobilisations | 14.454.801 |
| T 6B | Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables | 175.099.406 |
| T 80 | Charges Exceptionnelles | 5.115 |
| L 80 | Résultat de l'exercice (excedent) | 58.046.953 |
| T 84 | TOTAL CHARGES | 663.429.105 |

| CODE | PRODUITS | 31/12/2014 |
|------|---|-------------|
| V 08 | Produits sur opérations avec les institutions financières | 5.557.918 |
| V 3A | Produits sur opérations avec les membres bénéficiaires ou clients | 637.111.737 |
| V 4B | Produits sur opérations sur titres et sur opérations diverses | 55.500 |
| X 51 | Reprises d'amortissements et provisions sur les immobilisations | 113.996 |
| X 6B | Reprises provisions et récupération sur créance amorties | 76.701.855 |
| X 80 | Produits exceptionnels | 1.935.053 |
| X 84 | TOTAL PRODUITS | 721.476.058 |

BILAN VERSION DEVELOPPEE

INSTITUTION MUTUALISTE COMMUNAUTAIRE D'EPARGNE ET DE CREDIT MBOUR

| CODE POSTE | ACTIF | DÉC. 14 | | | DÉC. 13 |
|---------------|---|---------------|-------------|---------------|---------------|
| | | BRUT | AMT/PROV | NET | NET |
| A 01 | Opérations de trésorerie avec les institutions financières | 161.676.145 | 0 | 161.676.145 | 215.087.494 |
| A10 | Valeur en caisse | 62.235.755 | 0 | 62.235.755 | 68.537.634 |
| A11 | Billet et monnaies | 62.235.755 | 0 | 62.235.755 | 68.537.634 |
| A12 | Comptes ordinaires débiteurs | 99.440.390 | 0 | 99.440.390 | 146.549.860 |
| A2A | Autres comptes des dépôts débiteurs | 0 | 0 | 0 | 0 |
| A2H | Dépôts à terme constitués | 0 | 0 | 0 | 0 |
| A2I | dépôts de garanties constitués | 0 | 0 | 0 | 0 |
| A2J | Autres dépôts constitués | 0 | 0 | 0 | 0 |
| A3A | Comptes de prêts | 0 | 0 | 0 | 0 |
| A3B | Prêts à moins d'un an | 0 | 0 | 0 | 0 |
| A3C | Prêts à termes | 0 | 0 | 0 | 0 |
| A60 | Créances rattachées | 0 | 0 | 0 | 0 |
| A70 | Prêts en souffrance et immobilisés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Prêts immobilisés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| A72 | Prêts en souffrance de 6 mois ou plus | 0 | 0 | 0 | 0 |
| A73 | Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois ou plus | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | |
| B 01 | Opérations avec les membres bénéficiaires ou clients | 3.231.406.994 | 144.131.509 | 3.087.275.485 | 2.770.528.777 |
| B2D | Crédits à court terme | 1.447.778.943 | 0 | 1.447.778.943 | 1.688.958.771 |
| B2N | Comptes ordinaires débiteurs | 0 | 0 | 0 | 0 |
| B30 | Crédits à moyen terme | 1.354.406.923 | 0 | 1.354.406.923 | 920.156.969 |
| B40 | Crédits à long terme | 106.168.288 | 0 | 106.168.288 | 48.994.764 |
| B65 | Créances à rattachées | 94.791.267 | 0 | 94.791.267 | 68.926.095 |
| B70 | Crédits en souffrance immobilisés | 228.261.572 | 144.131.509 | 84.130.163 | 43.492.178 |
| | Crédits immobilisés | 2.023.223 | 0 | 2.023.223 | 0 |
| B71 | Crédits en souffrance de 6 mois au plus | 25.261.447 | 7.236.990 | 18.024.458 | 14.045.612 |
| B72 | Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus | 96.075.150 | 57.825.030 | 38.250.120 | 19.081.246 |
| B73 | Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus | 104.901.753 | 79.069.490 | 25.832.263 | 10.365.320 |
| C01 | Opérations sur titres et Opérations diverses | 116.801.499 | 0 | 116.801.499 | 74.309.497 |
| C10 | titres de placement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| C30 | Comptes de stocks | 2.730.120 | 0 | 2.730.120 | 4.001.045 |
| C31 | Stocks de meubles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| C32 | Stocks de marchandises | 0 | 0 | 0 | 0 |
| C33 | Stocks de fournitures | 2.730.120 | 0 | 2.730.120 | 4.001.045 |
| C34 | Autres stocks et assimilés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| C40 | Débiteurs divers | 70.813.450 | 0 | 70.813.450 | 66.221.388 |
| C55 | Créances rattachées | 0 | 0 | 0 | 0 |
| C56 | Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat | 0 | 0 | 0 | 0 |
| C59 | Valeurs à rejeter | 0 | 0 | 0 | 0 |
| C6A | Comptes d'ordre et divers | 43.257.929 | 0 | 43.257.929 | 4.087.064 |
| C6B | Compte de liaison | 0 | 0 | 0 | 0 |
| C55 | Créances rattachées | 0 | 0 | 0 | 0 |
| C56 | Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 59 | Valeurs à rejeter | 0 | 0 | 0 | 0 |
| C64 | Comptes d'ordre et divers | 43.125.739 | 0 | 43.125.739 | 43.545.529 |
| C68 | Compte de liaison | 0 | 0 | 0 | 0 |
| C6C | Comptes de différence de conversion | 0 | 0 | 0 | 0 |
| C6G | Comptes de régularisation actif | 7.815.336 | | 7.815.336 | 70.000 |
| C6Q | Comptes transitoires | 0 | 0 | 0 | 0 |
| C6R | Comptes d'attente - actif | 35.442.592 | 0 | 35.442.592 | 4.017.064 |
| D01 | Valeurs immobilisées | 187.379.794 | 59.996.130 | 127.383.664 | 123.255.487 |
| D1A | Immobilisations financières | 5.000.000 | 0 | 5.000.000 | 5.000.000 |

BILAN VERSION DEVELOPPEE
INSTITUTION MUTUALISTE COMMUNAUTAIRE D'EPARGNE ET DE CREDIT MBOUR

| CODE POSTE | ACTIF | DÉC. 14 | | | DÉC. 13 |
|---------------|--|----------------------|--------------------|----------------------|----------------------|
| | | BRUT | AMT/PROV | NET | NET |
| D1E | Titres de participation | 5.000.000 | 0 | 5.000.000 | 5.000.000 |
| D1L | Titres d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D10 | Prêt etn titres subordonnés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D1S | Dépôts et contionnements | 2.857.552 | 0 | 2.857.552 | 2.387.407 |
| D 23 | Immobilisations en cours | 2.204.500 | 0 | 2.204.500 | 11.857.562 |
| D 24 | Incorporelles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D 25 | Corporelles | 2.204.500 | 0 | 2.204.500 | 11.857.562 |
| D 30 | Immobilisation d'exploitation | 177.317.742 | 59.996.130 | 117.321.612 | 104.010.518 |
| D 31 | Incorporelles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D 36 | Corporelles | 177.317.742 | 59.996.130 | 117.321.612 | 104.010.518 |
| D 40 | Immobilisation hors exploitation | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D 41 | Incorporelles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D 45 | Corporelles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Immobilisation acquises par réalisation de garantie | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D 46 | Incorporelles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D 47 | Corporelles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D 50 | Crédit Bail et opération assimilées | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D 51 | Crédit Bail | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D 52 | I.O.A. | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D 53 | Location-vente | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D 60 | Créances rattachées | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D 70 | Créances en souffrance | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Crédits Immobilisés | | | 0 | 0 |
| D 71 | Créances en souffrance de 6 mois au plus | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D 72 | Créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D 73 | Créances en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus | 0 | 0 | 0 | 0 |
| E 01 | Action associés ou membres | 0 | 0 | 0 | 0 |
| E 02 | Actinnaires, associés ou membres, capital non appelé | 0 | 0 | 0 | 0 |
| E 03 | Actinnaires, associés ou membres, capital appelé non versé | 0 | 0 | 0 | 0 |
| E 05 | Excedent des charges sur les produits | 0 | 0 | 0 | 0 |
| E 90 | TOTAL ACTIF | 3.697.264.432 | 204.127.639 | 3.493.136.794 | 3.183.181.254 |

BILAN VERSION DEVELOPPEE
INSTITUTION MUTUALISTE COMMUNAUTAIRE D'EPARGNE ET DE CREDIT MBOUR
HORS BILAN VERSION DEVELOPPEE

| CODE POSTE | LIBELLE | SOMMAIRE | |
|---------------|--|-----------|------------|
| | | NETS N | NETS N - 1 |
| | ENGAGEMENT DE FINANCEMENT | | |
| N1A | ENGAGEMENT DONNÉS EN FAVEUR DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES | | |
| N1H | ENGAGEMENT REÇUS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES | | |
| N1J | ENGAGEMENT DONNÉS EN FAVEUR DES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS | | |
| N1K | ENGAGEMENT REÇUS DES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS ENGAGEMENT DE GARANTIE | | |
| N2A | D'ordre des institutions financières | | |
| N2H | Reçus des institutions financières | | |
| N2J | D'ordre des membres, bénéficiaires ou clients | | |
| N2M | Reçus des membres, bénéficiaires ou clients | | |
| | ENGAGEMENTS SUR TITRES | | |
| N3A | Titres à livrer | 0 | 0 |
| N3B | Intervention à l'émission | | |
| N3C | Marchés gris | | |
| N3D | Autres titres à livrer | | |
| N3F | Titres à recevoir | 0 | 0 |
| NRF | Intervention à l'émission | | |
| NRG | Marchés gris | | |
| N3H | Autres titres à livrer | | |
| | ENGAGEMENTS SUR OPERATION EN DEVISE | | |
| | OPERATIONS DE CHANGE AU COMPTANT | 0 | 0 |
| P1A | Francs CFA achetés non encore reçus | | |
| P1B | Devises achetés non encore reçus | | |
| P1C | Francs CFA vendues non encore livrées | | |
| P1D | Devises vendues non encore livrées | | |
| | PRETS OU EMPRUNTS EN DEVISES | 0 | 0 |
| P1E | Devises prêtées non encore livrées | | |
| P1F | Devises empruntées non encore reçues | | |
| | OPERATION DE CHANGE A TERME | 0 | 0 |
| P1G | Opérations de change à terme francs cfa à recevoir contre devises à livrer | | |
| P1H | Opérations de change à terme devises à recevoir contre francs cfa à livrer | | |
| P1J | Opérations de change à terme devises à recevoir contre devises à livrer | | |
| P1K | Opérations de change à terme devises à livrer contre devises à recevoir | | |
| P1L | Report/déport non couru à recevoir | | |
| P1M | Report/déport non couru à payer | | |
| P1R | Interets non courus en devises couverts à recevoir | | |
| P1S | Interets non courus en devises couverts à payer | | |
| P1V | Ajustement devises hors bilan | | |
| | AUTRES ENGAGEMENTS | 0 | 0 |
| Q1A | Engagements donnés | | |
| Q1B | Engagements reçus | | |
| | OPERATIONS EFFECTUES POUR LE COMPTE DE TIERS | 8.002.155 | 0 |
| Q1C | Valeurs à l'encaissement non disponible | | |
| Q1F | Compte exigibles après encaissement | | |
| Q1J | Comptes de suivi des engagements de financement consortiaux | | |
| Q1K | Comptes de suivi des engagements de garantie consortiaux | | |
| Q1L | Comptes de suivi des crédits consortiaux | | |
| Q1M | Crédits distribués pour le compte des tiers | 8.002.155 | |
| N90 | ENGAGEMENTS DOUTEUX | | |

BILAN VERSION DEVELOPPEE
INSTITUTION MUTUALISTE COMMUNAUTAIRE D'EPARGNE ET DE CREDIT MBOUR

| CODE POSTE | PASSIF | DEC. - 14 | DEC. - 13 |
|---------------|---|----------------------|----------------------|
| | | NET | NET |
| F01 | Opérations de trésorerie avec les institutions financières | 1.024.241.082 | 987.752.156 |
| F1A | Comptes ordinaires Crébiteurs | 229.131.719 | 150.970.032 |
| F2A | Autres de Autres dépôts Crébiteurs | 0 | 0 |
| F2B | Dépôts et termes | 0 | 0 |
| F2C | Dépôts de garantie reçus | 0 | 0 |
| F2D | Autres dépôts reçus | 0 | 0 |
| F3A | Comptes d'emprunts | 784.443.136 | 823.821.320 |
| F3E | Emprunts à moins d'un an | 0 | 100.000.000 |
| F3F | Emprunts à terme | 784.443.136 | 723.821.320 |
| F50 | Autres sommes dues aux institutions financières | 0 | 0 |
| F55 | Ressources affectuées | 7.802.391 | 7.802.391 |
| F60 | Dettes rattachées | 2.863.836 | 5.158.412 |
| G 01 | OPÉRATIONS AVEC LES MEMBRES, BÉNÉFICIAIRES OU CLIENTS | 1.866.679.354 | 1.589.328.511 |
| G 10 | Comptes ordinaires créditeurs | 1.246.273.295 | 1.066.248.843 |
| G 15 | Dépôts à terme reçus | 47.874.058 | 33.139.527 |
| G 2A | Comptes d'épargne à régime spécial | 0 | 0 |
| G 30 | Autres dépôts de garantie reçus | 571.866.856 | 489.097.545 |
| G 35 | Autres dépôts reçus | 0 | 0 |
| G 60 | Emprunts | 0 | 0 |
| G 70 | Autres sommes dues | 0 | 0 |
| G 90 | Dettes rattachées | 665.146 | 842.596 |
| H 01 | OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES | 51.586.783 | 100.004.873 |
| H 10 | Versements restant à effectuer | 0 | 0 |
| H 40 | Créditeurs divers | 43.276.63 | 94.228.122 |
| H 6A | Comptes d'ordre et divers | 8.310.520 | 5.776.751 |
| H 6B | Comptes de liaison | 0 | 0 |
| H 6C | Comptes de différences de conversion | 0 | 0 |
| H 6G | Comptes de régularisation - passif | 4.280.699 | 918.358 |
| H 6P | Comptes d'attente - passif | 4.029.821 | 4.858.392 |

03 octobre 2015

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

1145

BILAN VERSION DÉVELOPPEE **INSTITUTION MUTUALISTE COMMUNAUTAIRE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT MBOUR**

| CODE POSTE | PASSIF | DEC. - 14 | DEC. - 13 |
|---------------|---|---------------|---------------|
| | | NET | NET |
| K01 | versements restant à effectuer sur immobilisations financières | | |
| K20 | Titres de participation | 0 | 0 |
| L01 | Provisions, fonds propres et assimilés | 0 | 0 |
| L10 | Subventions d'investissement | 550.629.574 | 506.095.715 |
| L20 | Fonds affectués | 8.998.952 | 5.933.970 |
| L21 | fonds de garantie | 0 | 1.380.075 |
| L22 | fonds d'assurance | 0 | 0 |
| L23 | Fonds de bonification | 0 | 1.380.075 |
| L24 | Fonds de Sécurité | 0 | 0 |
| L25 | Autres fonds affectués | 0 | 0 |
| L27 | Fonds de crédit | 0 | 0 |
| L30 | Provision pour risque et charges | 0 | 0 |
| L31 | Provisions pour charges de retraites | 0 | 0 |
| L32 | Provisions pour risque d'exécution des engagements par signature | 0 | 0 |
| L33 | Autres provisions pour risque et charges | 0 | 0 |
| L35 | Provisions réglementées | 0 | 0 |
| L36 | Provisions pour risques afférents aux opérations de crédits à moyen et à long terme | 0 | 0 |
| L37 | Provisions spéciale de réévaluation | 0 | 0 |
| L41 | Emprunts et titres émis subordonnés | 0 | 0 |
| L43 | Dette rattachées aux emprunts et titres émis subordonnés | 0 | 0 |
| L45 | Fonds pour risques financiers généraux | 0 | 0 |
| L50 | Primes liées au capital | 0 | 0 |
| L55 | Réserves | 0 | 0 |
| L56 | Réserves générale | 75.698.250 | 63.611.714 |
| L57 | Réserves facultatives | 75.698.250 | 63.611.714 |
| L58 | Autres réserves | 0 | 0 |
| L59 | Ecart de réévaluation des immobilisations | 0 | 0 |
| L60 | Capital | 0 | 0 |
| L61 | Capital appelé | 83.886.000 | 72.897.000 |
| L62 | Capital non appelé | 83.886.000 | 72.897.000 |
| L65 | Fonds de dotation | 0 | 0 |
| L70 | Report à nouveau (+ou-) | 4.345.490 | 4.344.990 |
| L75 | Excédent des produits sur les charges | 319.653.929 | 277.351.057 |
| L80 | Résultat de l'exercice (+ou-) | 0 | 0 |
| L81 | Excédent ou déficit en instance d'approbation | 58.046.953 | 80.576.909 |
| L82 | Excédent ou déficit de l'exercice | 0 | 0 |
| | | 58.046.953 | 80.576.909 |
| L90 | TOTAL PASSIF | 3.493.136.794 | 3.183.181.254 |

BILAN VERSION DEVELOPEE

INSTITUTION MUTUALISTE COMMUNAUTAIRE D'EPARGNE ET DE CREDIT MBOUR

| CODE POSTE | CHARGES | DEC. - 14 | DEC. - 13 |
|---------------|---|--------------------|--------------------|
| R08 | Charge sur opération avec les institutions financières | 208.614.269 | 192.764.118 |
| R1A | Intérêts sur compte ordinaires créditeurs | 0 | 0 |
| R1B | Organes financiers | 0 | 0 |
| R1C | Caisse centrale | 0 | 0 |
| R1D | Trésor public | 0 | 0 |
| R1E | CCP | 0 | 0 |
| R1F | Banques et correspondants | 0 | 0 |
| R1H | Etablissements financiers | 0 | 0 |
| R1L | SFD | 0 | 0 |
| R1K | Autres institutions financières | 0 | 0 |
| R1L | Intérêt sur compte ordinaires créditeurs de dépôts créditeurs | 0 | 0 |
| R1N | Dépôts à terme reçus | 0 | 0 |
| R1Q | Autres dépôts reçus | 0 | 0 |
| R2A | Intérêts sur comptes d'emprunts | 85.950.202 | 75.132.731 |
| R2F | Intérêts sur emprunts à moins d'un an | 0 | 0 |
| R2G | Intérêts sur emprunts à terme | 85.950.202 | 75.132.731 |
| R2R | Autres intérêts | 0 | 0 |
| R2T | Divers intérêts | 0 | 0 |
| R2Z | Commissions | 122.664.068 | 117.631.386 |
| R3A | Charge sur opération avec les membres, bénéficiaires ou clients | 1.455.102 | 1.225.434 |
| R3C | Intérêts sur comptes de membres, bénéficiaires ou clients | 1.455.102 | 1.221.924 |
| R3D | Intérêts sur compte ordinaires créditeurs | 0 | 0 |
| R3F | Intérêts sur dépôts et terme reçus | 1.455.102 | 1.221.924 |
| R3G | Intérêts sur compte d'épargne à régime spécial | 0 | 0 |
| R3H | Intérêts sur dépôts de garantie reçus | 0 | 0 |
| R3J | Intérêts sur autres dépôts reçus | 0 | 0 |
| R3N | Intérêts sur emprunts et autres sommes dues | 0 | 0 |
| R3Q | Autres intérêts | 0 | 0 |
| R3T | Commissions | 0 | 3.510 |
| | Marges d'intérêts bénéficiaires | 432.600.283 | 382.905.757 |
| | TOTAL CHARGES D'INTERETS | 210.069.371 | 193.989.552 |
| R4B | Charges sur opérations sur titres et opérations diverses | 0 | 1.800 |
| R4C | Charges et pertes sur titres de placement | 0 | 0 |
| R4K | Charges sur opérations diverses | 0 | 0 |
| R4N | Commissions | 0 | 1.800 |
| R5B | Charges sur immobilisations financières | 0 | 0 |
| R5C | Frais d'acquisition | 0 | 0 |
| R5D | Etalement de la prime | 0 | 0 |
| R5E | Charges sur crédit bail et opérations assimilées | 0 | 13.000 |
| R5G | Charges sur opération de crédit de bail | 0 | 0 |
| R5H | Dotations aux amortissements | 0 | 0 |
| R5J | Dotations aux provisions | 0 | 0 |
| R5K | Moins value de cession | 0 | 0 |
| R5L | Autres charges | 0 | 0 |
| R5M | Charges sur opérations de location avec option d'achat | 0 | 13.000 |
| R5N | Dotations aux amortissements | 0 | 0 |
| R5P | Dotations aux provisions | 0 | 0 |
| R5Q | Moins values de cession | 0 | 0 |
| R5R | Autres charges | 0 | 13.000 |
| R5S | Charges sur opération de location - vente | 0 | 0 |
| R5T | Dotations aux amortissements | 0 | 0 |
| R5U | Dotations aux provisions | 0 | 0 |
| R5V | Moins values de cession | 0 | 0 |
| R5X | Autres charges | 0 | 0 |

BILAN VERSION DEVELOPPEE
INSTITUTION MUTUALISTE COMMUNAUTAIRE D'EPARGNE ET DE CREDIT MBOUR

| CODE POSTE | CHARGES | DEC. - 14 | DEC. - 13 |
|---------------|---|--------------------|--------------------|
| R5Y | Charges sur emprunts et titre emis subordonnées | 0 | 0 |
| R6A | Charges sur opérations de change | 0 | 0 |
| R6B | Pertes sur opération de change | 0 | 0 |
| R6C | Commission | 0 | 0 |
| R6F | Charges sur opérations bilan | 0 | 0 |
| R6K | Charges sur engagements de financements reçus des institutions financières | 0 | 0 |
| R6L | Charges sur engagements de financements reçus des membres clients ou bénéficiaires | 0 | 0 |
| R6M | Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières | 0 | 0 |
| R6P | Charges sur engagements de garanties reçus des membres clients ou bénéficiaires | 0 | 0 |
| R6S | Charges sur engagement sur titre | 0 | 0 |
| R6T | Charges sur autres engagement reçus | 0 | 0 |
| | Charges financières | 21.069.371 | 194.022.552 |
| R6V | Charges sur présentation de services financiers | 640.093 | 121.967 |
| R6W | Charges sur les moyens de paiement | 0 | 0 |
| R6X | Autres charges sur présentations de services financiers | 640.093 | 121.967 |
| R7A | Autres charges d'exploitation financière | 0 | 0 |
| R7B | Moins-values sur cession éléments d'actif | 0 | 0 |
| R7C | Transferts de produits d'exploitations financière | 0 | 0 |
| R7D | Diverses charges d'exploitation financière | 0 | 0 |
| | Autres produits financier nets | 0 | 0 |
| | Autres charges financières nettes | 640.093 | 121.967 |
| | Marges intérêts bénéficiaire | 432.600.283 | 382.905.757 |
| | TOTAL CHARGES FINACIERES | 640.093 | 121.967 |
| | TOTAL PRODUITS FINACIERS | 0 | 0 |
| | Produits financier net | -640.093 | -121.967 |
| | Achats et variations de stock | 1.218.500 | -1.033.685 |
| R8G | Achats de marchandises | 0 | 2.400 |
| R8J | Stocks vendu | 0 | 0 |
| R8L | Variations de stocks | 1.218.500 | -1.033.685 |
| | Charges générales d'exploitation | 261.941.818 | 249.369.334 |
| S02 | Frais de personnel | 127.418.318 | 129.007.107 |
| S03 | Salaires et traitements | 113.442.951 | 105.885.230 |
| S04 | Charges sociales | 10.411.767 | 21.116.877 |
| S05 | Remunération versée au stagiaire | 3.563.600 | 2.005.000 |
| S1A | Impôts et taxes | 3.886.774 | 3.868.229 |
| S1B | Impôts, taxes et versements assimilées sur émunération | 0 | 0 |
| S1C | Autresn impôts, taxes et prélèvements assimilées verses à l'administration des Impôts | 3.886.774 | 366.200 |
| S1D | Impôts directs | 3.561.774 | 0 |
| S1G | Impôts indirects | 0 | 0 |
| S1H | Droits d'enregistrement et de timbre | 0 | 229.200 |
| S1J | Impôts et taxes divers | 325.000 | 137.000 |
| S1K | Autres, impôts, taxes et prélèvements assimilés aux autres organismes | 0 | 3.502.029 |
| S1A | Autres charges externes et charges diverses s'exploitation | 130.636.726 | 116.493.998 |
| S2B | Services extérieurs | 34.294.927 | 21.777.178 |
| S2C | Redevances de crédit-bail | 0 | 0 |
| S2D | Loyers | 12.048.000 | 11.843.000 |
| S2P | Charges locatives et de Co-propriété | 0 | 360.000 |
| S2H | Entretien et réparations | 7.558.512 | 8.325.425 |
| S2J | Primes d'assurances | 12.702.015 | 231.053 |
| S2K | Etudes er recherches | 0 | 0 |

BILAN VERSION DEVELOPEE

INSTITUTION MUTUALISTE COMMUNAUTAIRE D'EPARGNE ET DE CREDIT MBOUR

| CODE POSTE | CHARGES | DEC. - 14 | DEC. - 13 |
|---------------|--|--------------------|--------------------|
| S2M | Frais de formation du personnel | 1.488.250 | 911.000 |
| S2L | Divers | 498.150 | 106.700 |
| S3A | Autres services extérieurs | 90.335.998 | 87.586.045 |
| S3B | Personnel extérieur à l'institution | 47.396.143 | 44.450.940 |
| S3C | Rémunération d'intermédiaires et honoraires | 796.630 | 6.862.885 |
| S3E | Publicité, publications et relations publiques | 1.788.300 | 852.750 |
| S3G | Transports de biens | 146.300 | 57.000 |
| S3J | Transports collectifs de personnel | 74.300 | 73.850 |
| S3L | Déplacements, missions et réceptions | 4.509.851 | 2.317.400 |
| S3M | Achats non stockés de matières et fournitures | 25.611.535 | 24.619.800 |
| S3N | Frais postaux et frais de communication | 8.978.224 | 7.582.620 |
| S3P | Divers | 1.034.715 | 768.800 |
| S4A | Charges divers d'exploitation | 6.005.801 | 7.130.775 |
| S4B | Redevance pour cession, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires | 0 | 0 |
| S4D | Indemnités de fonctions versées | 0 | 0 |
| S4I | Frais de tenue d'assemblée | 5.418.851 | 6.450.325 |
| S4K | Moins-values de cession sur immobilisations | 0 | 0 |
| S4L | Sur immobilisation corporelle et incorporelle | 0 | 0 |
| S4M | Sur immobilisation financière | 0 | 0 |
| S4P | Transfert de produits d'exploitation non financière | 0 | 0 |
| S4Q | Produits rétrocédés | 0 | 0 |
| S4R | Autres transferts de produits | 0 | 0 |
| S4S | Autres charges diverses d'exploitation non financières | 586.950 | 680.450 |
| T50 | Dotations au fonds pour risques financiers généraux | 0 | 14.000 |
| T51 | Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations | 14.454.801 | 11.064.245 |
| T53 | Dotations aux amortissements de charges à répartir | 0 | 0 |
| T54 | Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation | 14.454.801 | 11.064.245 |
| T55 | Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation | 0 | 0 |
| T56 | Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours | 0 | 0 |
| T57 | Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation | 0 | 0 |
| T58 | Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation | 0 | 0 |
| T6B | Dotations aux provisions et pertes créances irrécouvrables | 175.099.406 | 77.430.130 |
| T6C | Dotations aux provisions sur créance en souffrance | 144.131.510 | 59.743.981 |
| T6D | Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus | 9.108.601 | 8.350.678 |
| T6E | Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus | 59.591.192 | 30.392.671 |
| T6F | Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus | 75.431.717 | 21.000.632 |
| T6G | Dotations aux provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actif | 0 | 0 |
| T6J | Dotations aux provisions réglementées | 0 | 0 |
| T6K | Pertes sur créances irrécouvrables | 30.967.897 | 17.686.149 |
| T6L | Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions | 0 | 0 |
| T80 | Charges d'exceptionnelles | 5.115 | 198.510 |
| T81 | Pertes sur exercices antérieurs | 0 | 0 |
| T82 | Impôts sur les excédents | 0 | 0 |
| L80 | Excédents | 58.046.953 | 80.576.909 |
| T84 | TOTAL CHARGES | 721.476.058 | 611.745.763 |

BILAN VERSION DEVELOPPEE

INSTITUTION MUTUALISTE COMMUNAUTAIRE D'EPARGNE ET DE CREDIT MBOUR

| CODE POSTE | PRODUITS | DEC. - 14 | DEC. - 13 |
|---------------|---|--------------------|--------------------|
| V08 | Produits sur opérations avec les institutions financières | 5.557.918 | 0 |
| V1A | Intérêts sur comptes d'ordinaires débiteurs | 0 | 0 |
| V1B | Organe financier | 0 | 0 |
| V1C | Caisse centrale | 0 | 0 |
| V1D | Trésor public | 0 | 0 |
| V1E | CCP | 0 | 0 |
| V1F | Banques et correspondants | 0 | 0 |
| V1H | Etablissements financiers | 0 | 0 |
| V1I | SFD | 0 | 0 |
| V1K | Autres institutions financières | 0 | 0 |
| V1L | Intérêts sur autres comptes de dépôts débiteurs | 0 | 0 |
| V1Q | Intérêts sur dépôts à terme constitués | 0 | 0 |
| V1R | Intérêts sur dépôts de garantie constitués | 0 | 0 |
| V1S | Intérêts sur autres dépôts constitués | 0 | 0 |
| V2A | Intérêts sur comptes de prêts | 0 | 0 |
| V2C | Intérêts sur prêts à moins d'un an | 0 | 0 |
| V2G | Intérêts sur prêts à terme | 0 | 0 |
| V2Q | Autres intérêts | 0 | 0 |
| V2S | Divers intérêts | 0 | 0 |
| V2T | Commissions | 5.557.918 | 0 |
| V3A | Produits sur opération avec les membres, bénéficiaires ou clients | 637.111.737 | 576.895.309 |
| V3B | Intérêts sur crédits des membres, bénéficiaires ou clients | 484.527.210 | 448.029.672 |
| V3G | Autres crédits à court terme | 240.767.725 | 255.970.858 |
| V3M | Intérêts sur crédits à moyen terme | 232.349.474 | 183.892.315 |
| V3N | Intérêts sur crédits à long terme | 11.410.011 | 8.166.499 |
| V3R | Autres Intérêts | 38.334.013 | 27.477.620 |
| V3T | Divers Intérêts | 38.334.013 | 27.477.620 |
| V3X | Commission | 114.250.514 | 101.388.017 |
| | Marges d'intérêt déficitaire | | |
| | TOTAL PRODUITS D'INTERETS | 642.669.654 | 576.895.309 |
| V4B | Produits sur opération sur titres opérations divers | 55.500 | 35.200 |
| V4C | Produits et profits sur titre de placement | 0 | 0 |
| V4D | Intérêt sur crédit accordés au personnel non membre | 0 | 0 |
| V4E | Produits sur opération diverses | 55.500 | 31.000 |
| V4F | Commissions | 0 | 4.200 |
| V5B | Produits sur immobilisation financières | 0 | 0 |
| V5C | Produits sur prêts et titres subordonnés | 0 | 0 |
| V5D | Dividendes et produits assimilés sur titres de participation | 0 | 0 |
| V5F | Produits et profits sur titres d'investissement | 0 | 0 |
| V5G | Produits sur opérations de crédit bail et opération assimilés | 0 | 90.500 |
| V5H | Produits sur opérations de crédit-bail | 0 | 55.500 |
| V5J | Loyers | 0 | 40.500 |
| V5K | Reprise de provisions | 0 | 0 |
| V5L | Plus-values de cession | 0 | 0 |
| V5M | Autres produits | 0 | 15.000 |
| V5N | Produits sur opérations de location avec option d'achat | 0 | 35.000 |
| V5P | Loyers | 0 | 0 |
| V5Q | Reprises de provision | 0 | 0 |
| V5R | Plus-values de cession | 0 | 0 |
| V5S | Autres produits | 0 | 0 |

BILAN VERSION DEVELOPPEE

INSTITUTION MUTUALISTE COMMUNAUTAIRE D'EPARGNE ET DE CREDIT MBOUR

| CODE POSTE | PRODUITS | DEC. - 14 | DEC. - 13 |
|---------------|--|--------------------|--------------------|
| V5T | Produits sur opérations de location vente | 0 | 0 |
| V5V | Loyers | 0 | 0 |
| V5W | Reprises de provisions | 0 | 0 |
| V5X | Plus-values de cession | 0 | 0 |
| V5Y | Autres produits | 0 | 0 |
| V6A | Produits sur opérations de change | 0 | 3.000 |
| V6B | Gains sur opération de change | 0 | 1.000 |
| V6C | Commission | 0 | 2.000 |
| V6F | Charges sur opération hors bilan | 0 | 0 |
| V6K | Produits sur engagements de financements donnés aux institutions financières | 0 | 0 |
| V6L | Produits sur engagements de financements donnés aux membres clients ou bénéficiaires | 0 | 0 |
| V6N | Produits sur engagements de garanties donnés aux institutions financières | 0 | 0 |
| V6P | Produits sur engagements de garanties donnés aux membres clients ou bénéficiaires | 0 | 0 |
| V6Q | Produits sur engagements sur titres | 0 | 0 |
| V6R | Produits sur autres engagements données | 0 | 0 |
| V6S | Produits sur opérations effectués pour le compte de tiers | 0 | 0 |
| | Produits financiers | 642.669.654 | 576.988.809 |
| V6U | Produits sur prestation de services financiers | 0 | 0 |
| V6V | Produits sur les moyens de paiement | 0 | 0 |
| V6W | Autres produits sur prestations de services financiers | 0 | 0 |
| V7A | Autres produits d'exploitation financière | 0 | 0 |
| V7B | Plus-values sur cession d'éléments d'actif | 0 | 0 |
| V7C | Transferts de charges d'exploitation financière | 0 | 0 |
| V7D | Divers produits d'exploitation financière | 0 | 0 |
| | Autres charges financières nettes | 640.093 | 121.967 |
| | Autres produits financiers nets | 0 | 0 |
| | Marges d'intérêts déficitaire | 0 | 0 |
| | TOTAL PRODUITS FINANCIERS | 0 | 0 |
| | TOTAL CHARGES FINANCIERS | 640.093 | 121.967 |
| | Charges financière nette | -640.093 | -121.967 |
| | Ventes | 0 | 0 |
| V8B | Marge Commerciale | 0 | 0 |
| V8C | Ventes de marchandises | 0 | 0 |
| | Produits généraux d'exploitation | 0 | 0 |
| W4A | Produits divers d'exploitation | 0 | 0 |
| W4B | Redevances pour concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires | 0 | 0 |
| W4D | Indemnités de fonctions et rémunération d'administrateurs, gérant recues | 0 | 0 |
| W4G | Plus values de cession | 0 | 0 |
| W4H | Sur immobilisations incorporelles et corporelles | 0 | 0 |
| W4J | Sur immobilisation financière | 0 | 0 |
| W4K | Revenue des immeubles hors exploitations | 0 | 0 |
| W4L | Transferts de charges d'exploitation non financière | 0 | 0 |
| W4M | Charges réfacturés | 0 | 0 |
| W4N | Charges a repartir sur plusieurs exercices | 0 | 0 |
| W4P | Autres transferts de changes | 0 | 0 |
| W4Q | Autres produits divers d'exploitation | 0 | 0 |
| W50 | Production immobilisée | 0 | 0 |

BILAN VERSION DEVELOPPEE
INSTITUTION MUTUALISTE COMMUNAUTAIRE D'EPARGNE ET DE CREDIT MBOUR

| CODE POSTE | PRODUITS | DEC. - 14 | DEC. - 13 |
|---------------|---|--------------------|--------------------|
| W51 | Immobilisation incorporelles | 0 | 0 |
| W52 | Immobilisation corporelles | 0 | 0 |
| W53 | Subventions d'exploitation | 0 | 0 |
| X50 | Reprises de fonds pour risques financiers généraux | 0 | 0 |
| X51 | Reprises d'amortissement et provision sur immobilisations | 113.996 | 348.539 |
| X54 | Reprises d'amortissement des immobilisations | 113.996 | 348.539 |
| X56 | Reprise de provisions sur immobilisations | 0 | 0 |
| X6B | Reprise de provisions sur récupérations sur créances amorties | 76.701.855 | 32.701.680 |
| X6C | Reprise de provisions sur créances souffrance | 59.743.982 | 26.553.900 |
| X6D | Reprise de provisions sur créances souffrance de 6 mois au plus | 5.237.316 | 6.506.880 |
| X6E | Reprise de provisions sur créances souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus | 30.208.837 | 12.405.990 |
| X6F | Reprise de provisions sur créances souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus | 24.297.828 | 7.641.020 |
| X6G | Reprise de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif | 0 | 0 |
| X6H | Reprise de provisions pour risque et charges | 0 | 0 |
| X6I | Reprise de provisions réglementées | 0 | 0 |
| X6J | Récupérations sur créances amortie | 16.957.873 | 6.147.77 |
| X80 | Produits exceptionnels | 1.935.053 | 1.671.535 |
| X81 | Profits sur exercices antérieurs | 0 | 0 |
| L80 | Déficit | 0 | 0 |
| X 84 | TOTAL PRODUITS | 721.476.058 | 611.745.763 |

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 6825
